

M 04249 - 46 - E: 1,20 €



(ANNE LAFRAN)

Suite à l'agression d'un lycéen, **Virginia Rajkumar**, prof de philo, explique le mouvement des enseignants et la situation dans les lycées. REGARDS PAGE 2



(DR)

Dernière ligne droite pour la **campagne du NPA** dans les régions. RÉGIONALES PAGES 6,7 & 8



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

Les salariés de **Total** continuent de se battre contre la fermeture de la raffinerie de Dunkerque. ÉDITO PAGE 2

TOUT est à nous!

11 MARS 2010 | N°46 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

LE 14 MARS

TOUT CHANGER, RIEN LÂCHER!

VOTEZ ANTICAPITALISTE!



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/YANN MAMBERT)



Selon les sondages, l'abstention et la poussée du PS marquent la campagne. Le vote pour les listes soutenues par le NPA est la meilleure façon d'obtenir des élus inflexibles pour que les travailleurs ne payent pas la crise.



Le parti des abstentionnistes a le vent en poupe. Il y a comme un air de suffrage censitaire dans le pays... Le désintérêt pour ce scrutin est très important, aisément vérifiable pour quiconque distri-

bue un tract dans la rue. Il l'est d'autant plus chez celles et ceux qui sont préoccupés par leur situation présente et les nuages qui s'amoncellent sur leur avenir. Pourtant, il faut le dire partout autour de nous, l'abstention ne sert que les partis qui se succèdent au pouvoir et qui

portent précisément la responsabilité de la situation dans laquelle se trouvent les classes populaires. S'abstenir pour protester n'est en réalité qu'une autre façon de se résigner. Pour protester utile, il faut protester fort!

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

GRÈCE

CE N'EST QU'UN DÉBUT

Alors que la droite avait falsifié les chiffres des déficits du pays pour faire croire que la situation était meilleure que ce qu'elle était, c'est le gouvernement social-démocrate du Pasok qui tente de faire payer aux travailleurs grecs le coût de la crise. Les mesures d'austérité sans précédent rencontrent des résistances et les manifestations et grèves générales se succèdent. La situation de la Grèce est néanmoins comparable à celle d'autres pays d'Europe, et il est à craindre que d'autres gouvernements tentent de mettre en place le même genre de plans de rigueur. LIRE PAGE 11



(AGGELOS KALODOUKAS)

RÉFORME PÉNALE LA TOUTE-PUISSANCE DU PARQUET

Le projet de réforme de la justice prévoit encore plus de privation de libertés et plus de mainmise du pouvoir exécutif sur les magistrats. Outre la suppression du juge d'instruction, afin d'éviter l'ouverture de dossiers politiques sensibles, le projet instaure, entre autres, de nouvelles gardes à vue sans aucun droit et allonge les délais de prescription pour certains crimes et délits. LIRE PAGE 3

OGM LA PATATE DE BASF

La Commission européenne vient d'autoriser la culture d'une pomme de terre OGM par la firme allemande BASF. Une fois de plus, les bénéfices de quelques groupes privés prime sur la santé publique et la volonté de la majorité de la population. Le gouvernement français, quant à lui, fait mine de s'offusquer de cette décision alors qu'il soutient lui aussi les groupes français qui produisent des OGM, comme Vilmorin. LIRE PAGE 4



édito

Par Basile Pot

TOTAL : LE PLEIN DE MÉPRIS

Les salariés en grève de la raffinerie de Dunkerque manifestaient le 8 mars à l'occasion du Comité central

d'entreprise à La Défense. Ils étaient soutenus par d'autres travailleurs de Total, mais aussi d'autres salariés comme ceux de Philips, de Goodyear, des sans-papiers, des employés de Téléperformance, des cheminots ou encore une délégation des « anciens » de Continental. Sans surprise, la direction de Total a confirmé la fermeture de la raffinerie de Flandres-Dunkerque, déjà annoncée depuis plusieurs semaines.

Pour Total, il s'agit « simplement » de maintenir un taux de rémunération pour les actionnaires équivalent à celui de l'année dernière lorsque le groupe avait réalisé 12 milliards de profits contre 8 milliards en 2009. Et cela passe par la fermeture de ce site.

De Grèce en Islande, en passant par l'Espagne et le Portugal, les recettes pour faire payer la crise du capitalisme à la population sont les mêmes :

licenciements, chômage de masse, saccage des services publics d'un côté et maintien des profits, explosion des « aides » publiques aux banques et aux entreprises de l'autre ! Le gouvernement et Sarkozy peuvent feindre de faire les gros yeux à la direction de Total, personne n'est dupe : les deux sont de mêche depuis longtemps.

Face à cela, les travailleurs ne peuvent que compter sur leurs propres forces. D'autant que les propositions de l'intersyndicale du groupe sont bien faibles : aucun mot d'ordre mobilisateur, aucune proposition d'action pour organiser une réelle riposte. C'est ce qui les a conduits à expliquer qu'il fallait reprendre le boulot au moment où la grève prenait !

La lutte des salariés de Total est la lutte de tous. Il faut maintenir le site de Dunkerque avec tous ses emplois. Pour en finir avec la dictature des actionnaires, l'expropriation de Total, sans rachat ni indemnités, en l'intégrant avec les autres entreprises du secteur comme GDF-Suez ou EDF dans un monopole public de l'énergie (sur la production et la distribution) qui permettrait non seulement de maintenir l'emploi mais aussi de développer un réel service public de l'énergie pour toutes et tous.

à noter

12 MARS, AVORTEMENT, PARIS. Ciné-débat sur l'avortement organisé par le collectif Droits des femmes 20^e, avec projection du film *Histoire d'un secret* de Mariana Otero.

RV à 19 heures, Maison des associations, 1-3 rue Frédéric-Lemaître, Paris 20^e (M^o Jourdain).

12 MARS, MANIF, ÉDUCATION, PARIS.

Manifestation à l'appel de l'Intersyndicale, accompagnée d'une grève nationale du second degré. Départ à 14 heures de Luxembourg en direction du ministère de l'Éducation.

13 MARS, MANIF, LOGEMENT, PARIS.

Dans le cadre de la fin de la trêve hivernale, manifestation pour l'arrêt des expulsions, la création de logements sociaux et contre le logement cher.

Départ à 15 heures, place de la République.

16 MARS, GAZA, BESANÇON.

Projection débat du film *Gaza strophe* de Samir Abdallah et Khéridine Mabrou. Le débat sera animé par l'Association France Palestine solidarité et l'Union juive française pour la paix. RV à 20 heures au centre Mandela, 13 avenue Ile-de-France.

23 MARS, SPORT, PARIS.

Débat organisé par Attac, dans le cadre de son cycle d'histoire sociale sur « Sport ouvrier, sport populaire et éducation populaire ». RV à 20 heures au café associatif La Commune, 3 rue d'Aligre, Paris 12^e (M^o Ledru-Rollin ou Gare-de-Lyon).

23 MARS, MANIF NATIONALE, PARIS.

Manifestation interprofessionnelle et grève générale sur les retraites, les salaires... Départ à 14 heures de République.

24 MARS, RETRAITES, POISSY.

Réunion-débat organisée par Attac 78 Nord sur le thème « Et nos retraites ? », avec projection du film *Châteaux en épagne*. RV à 20h30 salle Robespierre, 2 bd Robespierre.

24 MARS, JOURNÉE DE LA TERRE, BESANÇON.

Conférence débat de Pierre Barbaney, grand reporter à *l'Humanité* couvrant Israël, les Territoires palestiniens occupés, le Liban, l'Irak et l'Afghanistan depuis 15 ans.

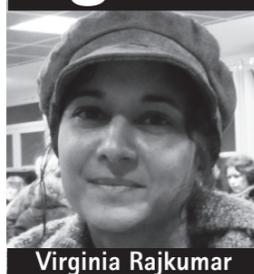
RV à 20 heures, fac de Lettres, amphi Donzelot.

27 MARS, FORUM, MONTPELLIER.

Le Réseau des enseignants du primaire en résistance organise un forum pour une école publique, laïque et populaire, intitulé « *Enfant aujourd'hui, Citoyen demain* », afin d'informer des transformations actuelles de l'école, de débattre de son avenir et de discuter des différentes formes de résistance collective. Les cinq débats auront lieu entre 10 heures et 19 heures, à l'espace Chaptal de l'Hôtel de Ville, et seront en accès libre.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Virginia Rajkumar

Propos recueillis par Dominique Angelini

THIAIS UNE LUTTE POUR LA SÉCURITÉ, MAIS PAS SÉCURITAIRE

Lundi 15 février, un élève du lycée Guillaume-Apollinaire de Thiais (Val-de-Marne) était agressé à coup de cutter pendant le cours de gym. Le 17 février, Virginia Rajkumar, prof de philo, nous expliquait l'état d'esprit des professeurs et leurs revendications.



Comment avez-vous réagi après l'agression ?

Dès le lendemain de l'agression, nous avons fait jouer notre droit de retrait à l'unanimité et les élèves nous ont soutenus.

On a reçu immédiatement la visite du grand chef, l'inspecteur académique, Didier Jouault, qui s'est déplacé sur les lieux deux heures après l'agression. Il a fait une opération de com', en allant déclarer à la presse qui était devant le bahut qu'on allait reprendre le travail normalement le mardi.

En réalité, depuis, le mouvement est reconduit chaque jour par des assemblées générales. On y discute à deux niveaux : il y a beaucoup de problèmes locaux. Le phénomène d'insécurité existe mais dans un contexte local particulier qui est aggravé par l'attitude de notre proviseur. On avait besoin de parler des problèmes touchant à la vie scolaire, en plus des renforts humains que nous demandons. Nous avons fait des demandes de concertation avec la direction pour en parler. Et ce n'est pas un problème isolé, secondaire ou anecdotique. Nos problèmes de direction renvoient à une politique managériale nouvelle et qui consiste à gérer des bahuts publics sur le mode d'entreprises privées. Ce qui provoque de la souffrance au travail, des conditions dégradées, une division entre les personnels. La demande de moyens humains a permis de fédérer les collègues, de leur faire prendre conscience de la nécessité de concertation, de dialogue et d'une politique cohérente.

En termes de moyens justement, quelle est la situation à Apollinaire ?

Nous avons globalement le même ratio de surveillants qu'au lycée Adolphe-Chérioux de Vitry : onze surveillants à mi-temps pour 1 500 élèves, soit un pour 300 élèves quand il n'y a pas d'absents. Et les personnels ne peuvent être remplacés par la technologie. Ainsi, d'après la vice-présidente du conseil général pour les lycées, on serait un des lycées les plus sécurisés. On a des barrières à fermeture électronique, une caméra à l'entrée et au total, six caméras sur le bahut. Mais cela n'a pas empêché des dégradations la semaine avant l'agression, car ça n'a pas commencé lundi. Déjà la semaine dernière, les systèmes de fermeture des barrières avaient été abîmés.

Sur quels mots d'ordre vous retrouvez-vous ?

Ce qui est clair, c'est qu'il s'agit d'une lutte pour la sécurité, mais pas d'une lutte sécuritaire. Nous demandons des

renforts humains formés. Car ce n'est pas seulement une question de quantité de surveillants mais aussi de ce qu'on leur permet de faire, c'est-à-dire du travail pédagogique. Ce qui permet de créer des liens avec les élèves. Alors évidemment, cela signifie qu'il faut un nombre conséquent de personnels, mais c'est le seul moyen de toucher plus d'élèves, de les connaître, de désamorcer des situations et de protéger les mômes si besoin est, car ils subissent la violence chez eux, socialement, économiquement... Chez les collègues, il y a une prise de conscience dans ce lycée qui est intéressant sociologiquement. Ce n'est pas un lycée réputé difficile, donc cela veut bien dire que cela peut arriver n'importe où. Or on a 42% de classes sociales défavorisées chez les gamins. Les professeurs ne considérant pas qu'ils enseignent dans un lycée difficile n'ont pas les réflexes d'équipe, de solidarité qu'on peut avoir dans des bahuts difficiles. Le climat est parfois apolitique ce qui fait que les mobilisations ont du mal à prendre.

Là, par le travail de discussion, le fait d'être tous ensemble en assemblées générales, c'est politiquement extrêmement intéressant.

Les vacances arrivent, quelle va être selon toi la suite du mouvement ?

On espère que les académies qui vont sortir des vacances vont reprendre le flambeau et il est possible que la mobilisation continue après les vacances, dans la mesure où se discute la question des enveloppes horaires attribuées à chaque établissement, et que rien n'est joué.

À partir du moment où les professeurs refusent de se lancer dans la concurrence entre les disciplines¹ ça va sacrément emmerder les directions et les

différentes inspections, même si

pour le moment, ils font comme si rien n'allait se passer. Je pense qu'il peut y avoir un mouvement qui peut partir dans l'éducation. Ce qui est bien avec l'éducation, c'est que c'est imprévisible, c'est comme les jeunes, c'est plein d'espoir !

1. La réforme Chatel donne aux proviseurs un rôle accru concernant la répartition de certaines heures de cours entre les différentes disciplines. Voir *Tout est à nous !* n°39 du 21 janvier 2010.





RÉFORME PÉNALE LA TOUTE-PUISSANCE DU PARQUET

L'avant-projet de réforme du code de procédure pénale, présenté par la ministre de la Justice le 2 mars, confirme la confiscation totale de la Justice par le pouvoir exécutif, le refus de donner plus de droits à la défense et l'absence de limitation des mesures privatives de liberté.



Paris, Palais de justice, 14 janvier. Mobilisation des magistrats, des avocats, des personnels de justice contre la suppression du juge d'instruction. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Les dénonciations de la multiplication des gardes à vue et de leur déroulement avaient suscité des déclarations solennelles de la garde des Sceaux sur la nécessité d'une réforme. Or, il n'y a pas de modification profonde à ce sujet, si ce n'est la création d'une «audition libre» de quatre heures qui n'est ni plus ni moins qu'une nouvelle forme de garde à vue mais complètement dépourvue de droits. La notification du droit au silence, instaurée en 2001 et supprimée en 2003, n'est pas réintroduite. Le texte prévoit de communiquer à l'avocat les seuls procès verbaux d'audition de la personne gardée à vue et non l'entièreté du dossier. L'assistance de l'avocat aux auditions ne se fera qu'à partir de la 24^e heure au lieu de la 20^e aujourd'hui. Les régimes déro-

gatoires en matière de criminalité organisée et de terrorisme sont maintenus, il est ainsi toujours prévu de différer systématiquement l'intervention de l'avocat. La disparition du juge d'instruction est confirmée et on voit apparaître un juge de l'enquête et des libertés, qualifié à juste titre par le Syndicat de la magistrature de «juge à tout faire». Le parquet se voit confier toutes les enquêtes pénales, notamment les plus sensibles, sans aucune modification de son statut. En clair, il reste en lien très étroit avec le pouvoir exécutif. Les auteurs du projet écrivent que les magistrats du parquet ne devront pas «exécuter des instructions individuelles qui seraient contraires à l'exigence de recherche et de manifestation de la vérité et de conduite des investigations à charge et décharge». C'est évidemment du pur cynisme quand on sait

que la carrière des procureurs dépend du garde des Sceaux. Par ailleurs, le juge des enquêtes et des libertés ne sera saisi que si le parquet envisage contre la personne mise en cause une mesure privative ou restrictive de liberté. Dans le cas contraire, il n'y aura pas un juge de l'enquête et des libertés spécifiquement saisi pour suivre l'enquête. Par contre, les officiers de police judiciaire seront chargés de la quasi-totalité des auditions des personnes mises en cause, y compris parfois de «l'interrogatoire de notification de charges», l'équivalent de la mise en examen réalisée aujourd'hui par les seuls juges d'instruction. C'est la confirmation des politiques visant à donner toujours plus de pouvoir aux policiers. Derrière cette disparition du juge d'instruction, c'est la possibilité d'instruire des dossiers politiquement sensibles qui disparaît. Les particuliers

et associations ne pourront plus saisir directement un juge et seul le ministère public décidera des suites à donner aux plaintes. Ce projet prévoit aussi une redéfinition de la prescription. Pour les délits d'abus de biens sociaux, il est prévu que le délai de prescription commence à courir à partir de la commission des faits et non plus à partir de la découverte de l'infraction comme aujourd'hui. En clair, les milieux d'affaires peuvent se frotter les mains car la découverte des abus de biens sociaux demande du temps. Par contre, les délais de prescription passent en matière criminelle de 10 à 15 ans et de 3 à 6 ans pour la majorité des délits. Le 9 mars, l'ensemble des acteurs de justice s'est mobilisé contre cette réforme de la justice.

Anne Leclerc

ÉLECTIONS

SUITE DE LA PAGE 1

Le PS et ses listes semblent faire un tabac auprès de ceux qui vont aller voter les 14 et 21 mars. Là non plus, rien de surprenant. Le ras-le-bol de Sarkozy est tel que la volonté de lui infliger une défaite cuisante prend de l'ampleur chaque jour. Franchement, il vaut mieux ça que l'inverse. Mais il ne faut pas oublier que chaque fois que le PS exerce le pouvoir, il mène des politiques qui ne se différencient pas beaucoup de celles de la droite. Le PS et ses alliés gèrent, depuis 2004, 20 régions sur 22. Il est difficile à Martine Aubry et aux présidents de ces régions de démontrer en quoi leurs administrés sont sensiblement mieux lotis que les Alsaciens et les Corses qui vivent dans des régions UMP. Le PS aux commandes n'a pas protégé les populations contre le rouleau compresseur de Sarkozy.

En Europe, des partis socialistes organisent aujourd'hui une cure d'austérité dramatique pour la jeunesse, les travailleurs et les retraités, de la Grèce au Portugal en passant par l'Espagne. Alors, pas de chèque en blanc au PS et à ceux qui vont s'allier avec lui. Les régionales sont une élection à deux tours. Il faut battre la droite au deuxième tour, mais pour battre les politiques de droite, il faut d'abord une gauche de combat! Et le NPA dans tout cela? Même s'il y a des différences selon les régions et si l'on sent une remontée au fur et à mesure que notre campagne s'amplifie, les sondages indiquent que nous ne sommes pas sûrs de passer la barre des 5% nécessaire pour obtenir des élus. Cela demeure pourtant notre objectif. Il est vrai que la situation ne nous aide pas. Le vote dit «utile» en faveur des grands partis, la concurrence avec le choix de l'abstention dans la jeunesse et les classes populaires ne nous facilitent pas la tâche.

Et il y a cette décision de présenter une camarade, Ilhem Moussaïd, portant un foulard islamique, qui, bien qu'elle n'engage que le Vaucluse et en rien l'ensemble du NPA, a pris une ampleur nationale en raison d'une tempête médiatique qui visait à réduire le sens de notre campagne. Parmi ceux qui se sont déchainés, les principaux dirigeants de l'UMP cherchent à détourner l'attention des questions sociales en attisant le racisme et l'islamophobie. Sans rapport avec l'UMP évidemment, cela a aussi jeté le trouble dans une partie de nos électrices et électeurs qui semblent y avoir vu un accroc aux principes laïques et féministes. Réaffirmons-le encore, le NPA est un parti 100% féministe. Nous savons que le foulard est un signe d'oppression, utilisé par les trois monothéismes au long de l'histoire pour marquer la soumission des femmes, même si ce n'est pas le sens que lui donne notre camarade Ilhem. Nous n'abdiquons en rien la laïcité et n'avons pas de leçons à recevoir à ce sujet des partis au pouvoir qui accordent de somptueuses subventions à des lycées confessionnels. Faire élire des anticapitalistes dans les conseils régionaux, c'est possible. Le NPA mène une campagne de terrain dynamique, sous ses propres couleurs ou en soutien à des listes unitaires qui ont vu le jour chaque fois que c'était possible. Il défend un plan d'urgence pour faire face à la double crise écologique et sociale et le déclin en propositions anticapitalistes pour les conseils régionaux.

Il faut tout faire pour que ces listes passent la barre des 5% indispensables pour obtenir des élus. Des élus en prise avec les mobilisations sociales et écologistes. Des élus inflexibles qui voteront sans hésiter contre les choix anti-écologiques, contre les budgets antisociaux, les cadeaux aux entreprises qui licencient et aux lycées privés. Des élus tenaces, qui agiront pour que les fonds publics ne soient consacrés qu'à l'action publique, aux transports publics de qualité et gratuits, aux lycées publics.

Alors le 14 mars, votez et faites voter anticapitaliste! Votez pour les listes soutenues par le NPA!

Fred Borras

et aussi

LA FAUTE SUR MER. La tempête Xynthia qui a déferlé sur le littoral de Vendée et de Charente-Maritime, le 28 février, a fait 53 morts. Des lotissements construits dans des zones connues pour être inondables ont été submergés. Des plans de prévention des risques d'inondation ainsi que des rapports des directions départementales de l'Équipement indiquaient clairement la dangerosité de certains lieux. Pourquoi alors des maires y ont-ils malgré tout délivré des permis de construire? Parce qu'ils cèdent à la pression des promoteurs. La spéculation immobilière a doublé en quatre ans le prix du mètre carré à La Faute-sur-Mer. Les maires sont de moins en moins contrôlés car, décentralisation libérale oblige, l'État se désengage et réduit ses effectifs et ses compétences. L'importance du nombre des victimes est aussi due à la rupture des digues car l'eau, au lieu d'arriver lentement en laissant le temps aux habitants de s'échapper, a déferlé. Pourquoi ces digues ne sont-elles pas entretenues? Là encore, la détérioration du service public de l'Équipement est en cause.

AGRICULTURE ET ÉCOLOGIE. «Les questions d'environnement, ça commence à bien faire», a dit Sarkozy dans son discours au salon de l'agriculture. Il a trouvé un bouc émissaire à la crise que connaissent les paysans: les mesures environnementales qu'il faudrait alléger. Le Grenelle de l'environnement s'était engagé à diviser par deux l'usage des pesticides d'ici 2017. Certains produits chimiques et pesticides sont interdits en France, notamment ceux qui détruisent les abeilles, et l'eau potable doit être protégée. Après s'être présenté comme le meilleur des écologistes au moment de la grand-messe du Grenelle de l'environnement, Sarkozy considère aujourd'hui que ces mesures urgentes distordent la concurrence. Et il ne s'agit pas malheureusement seulement d'un propos électoral pour gagner des voix. Sarkozy est un libéral, rien ne doit gêner le marché concurrentiel et surtout pas la protection de l'environnement. Aux petits paysans appauvris par la chute des cours et les prix imposés par la grande distribution, il ne propose que de s'endetter encore.



OGM LA PATATE DE BASF

Pour la première fois depuis l'autorisation du MON 810 en 1998, la Commission européenne vient de donner une autorisation de mise en culture d'une plante génétiquement modifiée.

LUNDI 8 février, la porte-parole de la Commission européenne affirmait: «Le président Barroso n'a aucune intention d'imposer la culture des OGM». Mardi 2 mars, la Commission, à peine investie, autorisait la culture de la pomme de terre Amflora, mise au point par la firme allemande BASF. En même temps, elle donnait son feu vert à la commercialisation de plusieurs variétés du maïs MON 863 vendu par Monsanto. Dix-sept OGM sont actuellement en cours d'autorisation. Suprême ironie, l'annonce en a été faite par le commissaire à la Santé et à la Protection des consommateurs... Pour la secrétaire d'État à l'Écologie, Chantal Jouanno, «ce qu'on conteste aujourd'hui, c'est une proposition d'OGM dont ne voit pas ce qu'elle apporte: pourquoi accepter les incertitudes environnementales alors qu'on ne voit pas les bénéfices?» Les protestations du gouvernement français seraient plus convaincantes s'il ne soutenait pas activement les entreprises françaises engagées dans ce secteur, comme Vilmorin. Les semences OGM se vendent 50 à 100% plus cher que les autres et BASF espère retirer 30 à 40 millions d'euros par an de la commercialisation d'Amflora.

Ces OGM en or font courir à la santé publique des dangers bien réels. La pomme de terre Amflora contient un gène de résistance à la kanamycine et à la néomycine, deux antibiotiques dont l'Organisation mondiale de la santé et l'Agence européenne des médicaments ont reconnu le caractère thérapeutique notable. La directive européenne sur les OGM 2001-18 prévoyait «l'élimination» de tels marqueurs, pour se prémunir contre l'apparition de bactéries résistantes. Mais ni la santé publique, ni le souci de l'environnement, ni ses propres règlements n'arrêtent la Commission.

«La Commission européenne n'a pas respecté l'avis des États membres, qui souhaitent un renforcement de l'expertise», a regretté Chantal Jouanno. Cette expertise est assurée par l'Agence européenne de sécurité des aliments, composée d'une vingtaine de scientifiques qui évaluent les demandes présentées par les industriels. Mais un certain nombre de ces experts sont aussi consultants pour des entreprises liées à des producteurs d'OGM. L'Observatoire européen des multinationales a révélé que la coordinatrice du groupe OGM de l'agence, Suzy Renckens, avait été embauchée en 2008 par Syngenta, grand producteur d'OGM.

Que la Commission européenne soit au service des industriels n'est pas une surprise. Mais qu'elle puisse relancer la culture et la commercialisation des OGM, contre le sentiment d'une large majorité de citoyens européens et sans tenir compte d'un vœu unanime des États, amène à s'interroger sur les véritables pouvoirs de cette institution.

Jean-Louis Marchetti

ÉDUCATION LES EMPLOIS COMME PREMIÈRE REVENDICATION

Les mobilisations récentes des enseignants, des élèves et des parents en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne et ailleurs, ont montré la colère de la population contre les suppressions de postes dans l'Éducation.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/QUENTIN G.)

Cette année, comme les précédentes, apporte son lot de suppressions de postes. Le gouvernement a déjà annoncé 16 500 suppressions pour 2010, qui s'ajoute aux 45 000 effectuées depuis 2005 et s'inscrit dans l'objectif RGPP¹ de suppression de 80 000 postes d'ici la fin du quinquennat de Sarkozy. Ces chiffres n'ont rien à voir avec une démographie où le nombre d'enfants scolarisés diminuerait. Ils obéissent à une logique budgétaire qui vise à réduire les dépenses de l'État et toutes les réformes du gouvernement en matière d'éducation découlent de ce postulat. Ainsi, 45 000 élèves de plus sont attendus à la rentrée prochaine. Loin de favoriser la réussite des élèves, des réformes comme celle du lycée ou du bac professionnel ne sont que des prétextes pour diminuer le nombre de fonctionnaires.

Les suppressions de postes ont des répercussions bien concrètes sur la qualité du service public: classes surchargées, élèves sans affectation, notamment dans les lycées professionnels, non-remplacement de plus en plus fréquent des personnels en arrêt maladie ou en congé maternité. Pour pallier ces effets, le gouvernement multiplie les contrats précaires et s'apprête à envoyer à temps plein dans les classes les nouveaux titulaires des concours d'enseignement sans qu'ils aient reçu la moindre formation.

La suppression de postes entraîne une dégradation constante des conditions de travail. Le gouvernement veut rentabiliser la productivité des enseignants grâce à l'introduction de techniques managériales importées du monde de l'entreprise. Avec la loi sur la mobilité des fonctionnaires, l'État bénéficie d'un levier de plus pour accélérer la suppression des postes. Désormais, il ne s'agit

plus de ne pas remplacer les départs à la retraite mais de licencier les fonctionnaires occupant des postes devant être supprimés. Cette loi permet également d'élargir encore le recrutement de non-titulaires et le recours à l'intérim. Le recours, déjà largement pratiqué, à des contrats de courte durée, sous-payés, permet de disposer d'une réserve de travailleurs précaires, corvéables et dociles.

Le gouvernement s'est ainsi doté d'un outil légal pour procéder à une vague de licenciements et à une précarisation de l'emploi public. L'État est aujourd'hui le premier employeur et le plus grand licenciateur de précaires. Alors que la crise économique et sociale touche les travailleurs de plein fouet, que le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter, Sarkozy se comporte comme un dirigeant de multinationale en supprimant des milliers de postes dans la fonction publique.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'exiger seulement l'arrêt des suppressions de postes mais de réclamer une embauche massive de personnel pour des services publics de qualité.

Le 12 mars a lieu une grève nationale dans l'éducation suite au mouvement impulsé dans la Seine-Saint-Denis en février. La question des postes doit être au cœur des revendications car elle constitue le point nodal de toutes les réformes menées dans l'Éducation nationale comme dans les autres services publics. Elle seule peut permettre d'unifier tous les secteurs et de construire un mouvement d'ampleur.

Camille Jouve

1. RGPP: révision générale des politiques publiques.

et aussi



TOUT EST À NOUS! LA REVUE N°8 EST DISPONIBLE

Vous pouvez vous la procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à *Tout est à nous!* 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11. Si vous êtes déjà abonné à l'hebdomadaire par prélèvement automatique, pour recevoir la revue, envoyez un courrier à l'adresse indiquée ci-dessus.

AU SOMMAIRE, un dossier sur les menaces pesant sur le droit à l'IVG, un article sur les luttes des femmes de Moulinex des années 1960 à nos jours, un retour sur l'origine de la tragédie d'Haïti, un article sur la situation en Iran... et bien d'autres à découvrir.

1^{er} MARS, JOURNÉE SANS IMMIGRÉS. Le 1^{er} mars, pour la première fois en France et en Europe, les immigrés ont été appelés à marquer leur apport économique, social et culturel par leur abstinence au travail et à toute consommation durant 24 heures. Mais, sans préavis de grève autre que «24 heures sans nous», la mobilisation s'est avérée difficile. En France, l'initiative a été lancée par le collectif Journée sans immigrés, suite aux propos de Hortefeux, Morano, Frêche et Valls. À Paris, 2 500 personnes ont répondu à l'appel, majoritairement des travailleurs sans papiers. À Marseille, la manifestation a été bien suivie, à l'appel de plusieurs syndicats ayant déposé un préavis de grève, d'associations, et de citoyens. En Italie,

«Sans nous, l'Italie s'arrête» a regroupé 300 000 manifestants dans 60 villes. On constate déjà les effets de la mobilisation par la paralysie du secteur tertiaire. En France, le NPA et la gauche anticapitaliste européenne ont soutenu et participé à chaque initiative par la présence massive de militants aux rassemblements. La stigmatisation des minarets, burqas, et l'exaltation d'une identité nationale européenne figée, nous laisse penser que de telles journées ne sont pas vaines et qu'elles ont quelques belles années devant elles. Comme le souhaitent nos camarades d'Espagne, d'une journée symbolique nous devons passer à un mouvement de grève générale fédératrice dans toute l'Europe.

Nos emplois, pas leurs profits!

PHILIPS ET TOTAL : UN MÊME MÉPRIS, UNE MÊME COLÈRE.

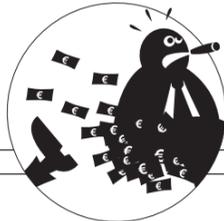
Mercredi 3 mars, les salariés de Total et de Philips se retrouvaient, une fois de plus, aux côtés des Conti et des Goodyear, à l'appel de l'union locale CGT d'Amiens pour soutenir un salarié de DHL victime de la répression patronale.

Lundi 8 mars, devant la tour Total de La Défense, ils unissaient leurs voix et leurs colères contre les patrons licenciés. Nous étions attendus et accueillis chaudement par les CRS et les gaz lacrymogènes. Mais après avoir bien toussé et essuyé quelques larmes, nous nous sommes séparés en nous disant : à bientôt ! Xavier Mathieu, porte-parole des Conti, avouait pourtant que c'était sa première expérience de lacrymos !

Pour Philips, la décision de justice a imposé à la direction de revoir sa copie - c'est-à-dire trouver une autre solution que le licenciement des 230 salariés du site. Mais ce n'est qu'un chiffon aussi jetable que les salariés, car la direction va représenter le

même plan de fermeture du site sans se préoccuper davantage des conséquences sociales. De la même manière, Total représente le même plan de liquidation du site de Dunkerque en rejetant toute responsabilité en ce qui concerne les 400 salariés des entreprises sous-traitantes.

Depuis des semaines, voire des mois, les chemins de ces sacrifiés de la loi du profit se croisent et se recroisent, toujours prêts à se soutenir les uns les autres dans leur difficile combat. Dommage que les responsables syndicaux nationaux (hormis ceux de Solidaires) n'aient pas la même obstination. Ni la volonté d'unir toutes ces batailles dans un grand rassemblement pour l'interdiction des licenciements.



SALAIRES RÉSISTER AU CHANTAGE À L'EMPLOI

Faut-il accepter de sacrifier les salaires pour préserver l'emploi? Pour le patronat et le gouvernement, il ne s'agit pas de poser une question, mais d'organiser un véritable chantage.

Avec des fermetures d'entreprises qui se poursuivent et un taux de chômage officiel de 10%, les employeurs comptent bien imposer cette année la rigueur salariale lors des négociations annuelles obligatoires (NAO). À chaque fois, les patrons resservent les mêmes arguments, appuyés sur de volumineux documents financiers : dégradation des marges, pression des charges, incertitude des marchés et, bien sûr, crise mondiale... Tout tient dans cette petite phrase souvent entendue par les représentants des salariés : « Si nous ne vous augmentons pas, c'est pour préserver vos emplois ».

Cette situation n'est pas propre à la France. En Allemagne, en février, le syndicat IG Metall a accepté de signer un accord prévoyant le gel des salaires pendant deux ans. En contrepartie, le patronat s'engage à maintenir l'emploi, à ne pas procéder à de nouvelles délocalisations et à améliorer le paiement du chômage partiel (sous condition du maintien des aides gouvernementales). Un peu comme si un chirurgien proposait à son patient de lui couper un bras ou une jambe, au choix ! Partout l'offensive se poursuit pour faire supporter le poids de la crise aux salariés.

Mais la situation commence à changer. Alors que le gouvernement annonce une sortie rapide de crise et les banques des profits importants, l'injustice devient de plus en plus visible. Avec l'ouverture des NAO et l'annonce du montant des primes annuelles et de l'intéressement, le mépris patronal déclenche la colère. Depuis des années, ces négociations ne sont qu'une mascarade. Les directions se contentent d'organiser des réunions, comme l'exige la loi, mais ils ne sont tenus à aucun résultat. Ce cadre de « dialogue », qui a permis de mettre en scène l'arnaque du « partenariat social », a parfaitement rempli son rôle : l'écrasement des salaires par le bas. Ainsi, dans certaines entreprises de la grande distribution, en douze ans, l'écart entre le premier et le dernier échelon de salaire pour un employé est passé de 450 euros à 150 euros.

Les travailleurs commencent à prendre conscience qu'en l'absence de luttes, ils n'obtiennent au mieux que des miettes. Cela a été le cas par exemple à Renault Douai, où les ouvriers ont débrayé en masse après l'annonce d'une prime annuelle de 500 euros pour les ouvriers mais de 10 000 euros pour les cadres. Ou encore chez Ikea, où les employés continuent leur longue bagarre pour tenter d'obtenir 4% d'augmentation, alors que

la direction ne propose que des augmentations individuelles.

Alors qu'avec Total, Philips ou Goodyear, les batailles contre les fermetures d'usine se poursuivent, la convergence de l'ensemble des luttes devient une question cruciale. Afin de permettre au patronat d'imposer ses vues, le gouvernement, fidèle VRP du Medef, s'efforce de traiter séparément chaque question. C'est tout le sens des discussions autour de l'« agenda social » avec les directions syndicales. Accepter cette logique, c'est accepter la défaite. Il devient essentiel d'expliquer à tous nos collègues, dans le public comme dans le privé, que salaire, emploi et retraite sont fondamentalement liés. Les grèves en cours qui visent à imposer des augmentations de salaires représentent donc un véritable enjeu. Elles démontrent, comme chez Ikea, que le discours visant à l'individualisation du traitement des salariés peut être combattu et qu'il faut poser les enjeux dans un cadre collectif. Et gagner des augmentations collectives, c'est améliorer les cotisations sociales, donc apporter un élément de réponse au débat sur les retraites.

Henri Clément



Paris, 30 septembre 2008. Cortège Sud santé sociaux. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

De l'argent, il y en a!

BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole CIB, Natixis et le CIC ont versé plus de 850 millions d'euros à leurs traders en 2009. BNP Paribas a consacré l'enveloppe la plus importante à la rémunération de ses traders. Ces derniers percevront donc chacun 250 000 euros en moyenne contre 245 000 pour ceux du Crédit agricole, 213 000 pour ceux de la Société générale et 186 000 euros pour ceux du CIC...

INTERVIEW ED EN LUTTE

Laurent Di Pasquale est salarié du magasin Ed de Colombes (Hauts-de-Seine), délégué syndical CGT et militant au NPA. Il a participé à une grève illimitée début février contre le passage en statut de location-gérance.

Quelles sont les raisons de la grève?

L'enseigne Ed, qui appartient au groupe Carrefour, revend ses magasins en location-gérance pour accroître toujours plus ses bénéfices. Autrement dit, un propriétaire indépendant reprend le magasin en gardant le nom d'enseigne et reverse chaque mois un loyer. Les salariés sont les grands perdants, avec la perte des maigres acquis sociaux existants : le treizième mois, la prime d'intéressement, la prime de participation, les tickets-restaurant, la perspective d'évolution professionnelle... Le seul acquis préservé est le salaire, égal au Smic ou à peine plus. À Ed, ce sont surtout les primes qui sont intéressantes, le salaire est très bas.

Les salariés ne peuvent légalement pas refuser d'être vendus. La direction ne nous a avertis qu'une fois le contrat de location signé, c'est un véritable manque de respect, on est vendus comme du bétail. C'est pour cela que nous sommes partis en grève, pour obtenir notre réintégration dans le groupe Carrefour, pour maintenir nos acquis sociaux.

Comment avez-vous organisé votre grève, comment vous êtes-vous adressés aux autres salariés?

Nous sommes partis en grève illimitée le 30 janvier. Nous étions trois salariés mobilisés sur les cinq employés. Malheureusement, le chef de magasin ne nous a pas suivis, et le magasin est resté ouvert avec des salariés appelés en dépannage.

Chaque week-end, nous avons tenu un piquet de grève devant le magasin. Nous avons rapidement mis en place une caisse de solidarité afin de récolter des fonds auprès des clients et des passants, qui ont fait preuve d'une solidarité importante avec notre lutte. Plusieurs organisations syndicales et politiques ont assuré un gros soutien financier. Tout cela n'a fait que renforcer notre détermination. Mais cela n'était pas suffisant, il fallait tenter d'élargir la grève afin de construire le rapport de forces. [...] Dans le secteur du commerce, la grève n'est pas une tradition ancrée. Beaucoup de salariés rencontrés nous ont même dit qu'ils ignoraient qu'ils disposaient du droit de grève dans l'entreprise.

Quel bilan tires-tu de la grève?

Notre lutte n'aura débouché que sur une victoire partielle, avec une réintégration dans l'enseigne et deux négociations de licenciement avec la direction. Si d'un point de vue matériel le bilan est mitigé, d'un point de vue moral, la victoire est totale. Mes collègues de travail qui participaient à leur premier mouvement de grève ont fait l'apprentissage de la lutte, ont appris à prendre la parole en public, ont pris une part active dans l'organisation de la grève. En tant qu'anticapitaliste, cela peut paraître décevant de ne pas avoir réussi à maintenir l'emploi et de devoir négocier des primes de licenciement. Mais nous avons démontré que nous n'étions pas des moins que rien, que nous pouvions rester debout, que nous refusions d'être vendus comme du bétail. Rien que ça, c'est déjà une victoire, et ce sera un point d'appui pour l'avenir.

Propos recueillis par Romain Bleibtreu

INTERVIEW EN VERSION LONGUE SUR
www.npa2009.org

TOUT CHANGER

Champagne-Ardenne



«Ni pouvelle nucléaire, ni friche industrielle», «Rassembler, Résister, Riposter» sont les principaux slogans de la liste «Tous ensemble, à gauche! Liste anticapitaliste, écologiste et solidaire.»

NPA ET PG MOTEURS DE L'UNION

Il a été relativement facile de se mettre d'accord avec le Parti de gauche régional pour constituer une liste NPA-PG, La question de siéger à l'exécutif régional a été évacuée en premier, les camarades n'ayant pas du tout envie

d'y aller seuls sauf dans le cas où les positions de «la gauche de la gauche» seraient majoritaires au soir du premier tour... ce qui renvoie à un futur relativement lointain.

En revanche, l'idée d'une «fusion technique» avec la gauche institutionnelle sans le Modem a été longuement débattue dans le NPA Champardennais et surtout dans les Ardennes.

DYNAMIQUE UNITAIRE ET RECOMPOSITION POLITIQUE

L'élargissement de la liste aux Alter-

natifs, à une partie des Verts, à des militants du Parti communiste a été la surprise de cette campagne.

Le phénomène de renforcement militant de notre liste s'est enclenché à partir du moment où le PCF régional (surtout ses cadres supérieurs et élus) a voté dans des conditions douteuses, «à l'arrache», de partir encore une fois avec le Parti socialiste dès le premier tour. Néanmoins, à part une ou deux exceptions dans la Marne et la Haute-Marne, les dissidents du PCF qui existent de façon conséquente dans trois

départements ne sont pas présents sur la liste mais, comme à Reims, viennent apporter leur soutien politique et leur promesse de faire voter pour «Tous ensemble à gauche!»

L'autre événement politique qui a joué en notre faveur, c'est la mainmise sur Europe Écologie d'un parachuté, aux pratiques dénoncées comme «douteuses» par certains, voire carrément «mafieuses» selon d'autres, venu du PS ou de nulle part, qui a fait exploser les Verts dans trois départements sur quatre.

Véronique Marchandier (ex-Vert) est donc tête de liste départementale dans la Haute-Marne et trois militants des Verts figurent sur la liste de l'Aube.

La Haute-Marne, où malheureusement le NPA n'existe pas, révèle une alchimie unitaire inédite puisqu'en plus de Véronique on trouve sur la liste, des militants du Parti de gauche, un ex-vert rallié depuis peu au PG, une militante du POI.

Les militants du PCF dissidents se sont malheureusement retirés de la liste, Les Alternatifs sont eux présents dans les Ardennes.

EN AVANT !

Pour donner une cohérence à cet ensemble et établir le programme, les discussions ont été menées bon train! Il en est sorti deux documents: un simple pour la profession de foi et un détaillé pour notre communication de campagne. Nous étions tout de même prêts juste à temps pour démarrer la campagne sur le terrain en février.

Un comité unitaire régional a été mis en place qui s'est réuni fréquemment,

a validé les textes produits par la commission programme et quelques-uns par des individus.

Des comités unitaires départementaux se sont également créés pour organiser les meetings, collages, distributions sur les marchés, porte à porte, passages à la télé, articles de presse... Un fonctionnement démocratique salué par tous et que nous avons ressenti comme remarquable: la recherche permanente de convergences pour des prises de position pourtant souvent urgentes, voire délicates.

UNE CONSTRUCTION UNITAIRE QUI A MARQUÉ

L'assistance aux meetings s'est révélée variable surtout dans les Ardennes, qui a fait le pari de trois meetings à Sedan, Reithel, Charleville-Mézières; mais dans l'ensemble de la région, cette expérience s'est révélée un succès, surtout par rapport aux autres forces politiques.

Et notre tête de liste Anthony Smith (NPA), orateur enthousiasmant dans les meetings et débateur redoutable à la télé, a été très apprécié...

Ce sont sans doute ces qualités qui ont valu à notre liste deux pleines pages fielleuses dans le seul quotidien régional *l'Union-l'Ardennais* de la part d'un journaliste de droite responsable du secteur politique. Des fois que le score soit trop bon?

Allons, pas de frénésie! C'est la fin qui fait le compte, et les comptes, on les aura dimanche soir!

Poitou-Charentes

EN TERRE ROYAL

Le Poitou-Charentes est la région de Ségolène Royal.

Qu'on le veuille ou non, la vie politique en est malheureusement marquée. La liste Royal a débouché plusieurs personnalités des Verts, du Modem, ce qui a privé de places certains au PS et fait grincer bien des dents. On y retrouve aussi le camarade qui a mené la lutte des New Fabris, ce qui nous a beaucoup attristés. Mais la volonté de la patronne de la région de faire alliance avec le Modem dès le premier tour a facilité les premières rencontres unitaires à la gauche du PS (sans LO).

Le PCF a multiplié les obstacles à l'unité en revenant sur les différents consensus acquis lors des rencontres unitaires. La plus grosse fédération du PCF (Charente-Maritime), avec la majorité des élus dans les autres départements, étaient pour une participation à la liste Royal dès le premier tour. Le reste du PCF, majoritaire à la base, ne voulait pas se prononcer pour le

maintien au deuxième tour, en cas de dépassement des 10%, pour ne pas effrayer les électeurs socialistes qui pourraient être tentés par un vote sanction à gauche au premier tour contre Royal.

Les ambiguïtés du PCF et leur volonté hégémonique l'ont isolé au sein des rencontres unitaires et il a fallu tout le savoir-faire manœuvrier de la direction nationale du Parti de gauche pour que ce parti bascule vers la construction du Front de gauche dont ils ont hérité la tête de liste. Ces manœuvres laisseront des traces dans le PG. Il aura fallu bien de la patience et de longues négociations pour qu'apparaissent au grand jour les choix politiques de fond: construire une nouvelle force à gauche indépendante ou refuser de couper le cordon ombilical avec le PS!

Les autres participants (Alternatifs, Fase et quelques militants du PG) se sont regroupés au sein d'une candidature unitaire conduite par notre camarade, Myriam Rossignol. Notre campagne regroupe des

militants des classes populaires, bien éloignés des politiciens professionnels qui peuplent les institutions.

Nous mettons l'accent sur les transports en commun gratuits. C'est une urgence sociale mais aussi écologique comme vient de nous le rappeler amèrement la tempête meurtrière qui s'est abattue sur notre région la semaine dernière. Nous participons à la mobilisation contre la ligne à grande vitesse (LGV) Poitiers-Limoges.

La région de Royal est aussi celle de l'entreprise Heuliez. Un aventurier des reprises d'entreprises (du genre Bernard Tapie) a racheté à vil prix cette entreprise soustraitante de l'automobile. Depuis, à grand renfort de millions, la région finance tout, même les licenciements, pour que cette vitrine reste en place le temps des élections. Elle en profite pour se donner une image «écologique» en promouvant la voiture électrique (malgré ses batteries au lithium rechargées à l'énergie nucléaire).

Le vote pour notre liste intitulée

«Pour une Alternative à Gauche» soutenue par les Alternatifs, la Fase et le NPA sera le seul qui permettra de voter à gauche au deuxième tour et d'envoyer des élus vraiment de gauche au conseil régional.

La campagne est courte mais le travail intense permet à des militants d'origines et d'identités politiques diverses d'expérimenter le travail en commun.

Comment finir notre présentation sans parler de notre camarade Gilles Suze. Ce fut l'artisan infatigable des négociations unitaires pour le NPA. Notre liste lui est grandement redevable. Il nous a quittés le soir même du dépôt des listes. Il reste présent sur toutes nos affiches et tracts comme tête de liste dans le département le plus peuplé de la région, la Charente-Maritime. Mais sa place reste cruellement vide à la table des meetings.

<http://www.alternativeagauche-poitoucharentes.org/>

Pays de la Loire



Les 2010

R, RIEN LÂCHER!

Languedoc-Roussillon



GROSSE MOBILISATION CONTRE AGREXCO

Alors que nous n'attendions qu'une centaine de personnes pour cette marche contre Agrexco, samedi 6 mars à Montpellier, ce sont 450 personnes venues de toute la France qui en ont pris le départ. De Strasbourg, Paris, Château-Chinon, Toulouse, Marseille, Avignon et même de Belgique, des militants de la cause palestinienne se sont joints à ceux du Languedoc-Roussillon. L'hôtel de région était le point de départ car c'est de là que vient la décision politique d'aider cette société israélienne d'exportation de fruits et légumes à s'implanter dans le port de Sète. La marche, partie en direction de Sète, n'a cessé de grossir en nombre. Après la pause dans les vignes à Frontignan, nous étions bien plus nombreux à reprendre la route et 1000 à l'entrée de Sète, dans un cortège haut en couleurs : drapeaux palestiniens, campagne Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) France, coalitions locales (Perpignan, Saint-Pons, Pays catalan, etc.), associa-

tions et partis membres de la Coalition comme les Américains pour la paix et la justice, l'UJFP...

Nous étions plus de 1500 place Aristide-Briand pour le meeting. Faez Taneeb, paysan et membre de la Coordination des comités de résistance populaire, a commencé par un témoignage sur les dégâts provoqués par des entreprises telles qu'Agrexco sur l'agriculture palestinienne : vol de terres et de l'eau, exploitation de la main-d'œuvre, confiscation des récoltes sont le lot quotidien des paysans dans la vallée du Jourdain et ailleurs. Naji Owdah, directeur du centre culturel Le Phoenix dans le camp de réfugiés de Deisheh, puis Eyal Sivan, réalisateur israélien, ont mis l'accent sur l'importance de la campagne BDS en Palestine comme en Israël. Jean-Guy Greilsamer pour l'UJFP, Annick Coupé, porte-parole de Solidaires, et Nicolas Duntze, de la Confédération paysanne ont ensuite pris la parole. Pour finir, Nabil Ennassri au nom de la Coalition contre Agrexco a insisté sur le succès de cette journée et

sur les suites à y donner.

Les élections régionales sont une étape importante de la bataille contre Agrexco, puisque le projet est porté par le conseil régional sortant. La liste unitaire «À gauche maintenant» à laquelle participe le NPA, s'oppose fermement au projet. La liste Europe Écologie soutient également l'action de la Coalition.

La réussite de cette action montre que l'ancrage de cette lutte est toujours plus grand au niveau régional et qu'elle a atteint une dimension nationale et européenne, puisque des mobilisations avaient lieu aussi en Italie et en Suisse. Refuser qu'Agrexco s'installe à Sète n'est plus seulement une question locale, c'est un élément fédérateur majeur et moteur pour la campagne BDS.

Nous devons continuer le combat et prévoir de nouvelles journées d'action et de mobilisation avant l'été. À plus forte raison si Georges Frêche remporte les régionales, nous serons de nouveau dans la rue, nous ne lâcherons rien !

«Navale, Total, rien lâcher, État, régions, tout changer!» ou encore «STX - sous-traitants, zéro licenciements!»

Le lendemain 4 mars, la liste tenait un meeting départemental à Saint-Nazaire. Dans une salle bien garnie (350 personnes), après les «Paroles de lutte» prononcées par des camarades de Navale, de la CPAM, de la grande distribution, du monde agricole et de la solidarité avec les sans-papiers, les différentes forces politiques représentées dans la liste (PG, GU,

Alternatifs, PCF et NPA) s'exprimaient. Suivait un riche débat où les questions de l'unité au second tour pour battre la droite et les différences de positionnement sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes étaient abordées par de nombreux intervenants. Après la conclusion de Laurette Chesnais, tête de liste 44 et membre du NPA, une *Internationale* unitaire clôturait ce meeting efficace qui donne de l'énergie pour la fin de la campagne !

MEETING À DREUX.

Le 14 mars arrive vite et la campagne bat son plein dans la région Centre. C'est une région diversifiée, avec des zones d'agriculture intensive et un secteur industriel fortement soumis à la logique de compétitivité internationale. 38% des salariés du secteur industriel travaillent dans une entreprise multinationale, et beaucoup d'autres sont salariés d'un sous-traitant de multinationale. Les délocalisations pleuvent et l'année 2010 ne s'annonce malheureusement pas meilleure que les précédentes.

La lutte exemplaire des Philips de Dreux a des échos dans toute la France, parce qu'ils ne se sont pas résignés et ont montré que la lutte peut payer. Puis surtout, ils nous ont montré une voie, comme l'ont fait les Lip dans les années 1970. Ils ont osé prendre le contrôle de la production. Ils ont rappelé aux travailleurs ce que devrait être une entreprise démocratique : une association de travailleurs qui produisent et vendent, et plus largement, qui décident de leur production, qui gèrent eux-mêmes leur usine. Qu'on l'appelle entreprise autogérée ou socialisée, peu importe, à l'heure de la crise chronique du capitalisme, c'est cette entreprise qui représente l'avenir. Un autre avenir possible.

Lors du meeting de campagne du NPA à Dreux,



deux ouvriers de Philips étaient à la tribune, dont Manuel Georget, tête de liste pour l'Eure-et-Loir. Ils ont été vivement applaudis par les militants et sympathisants présents. Michel Lasserre, tête de liste régionale, a rappelé que pour tenter d'éviter les délocalisations de production, le conseil régional PS-PC-Verts accordait des subventions aux entreprises. Des millions d'euros ont été ainsi versés à des entreprises qui font du profit et ont donc en grande partie terminé dans la poche de leurs actionnaires. Des millions d'euros que les entreprises ramassent d'une main tout en délocalisant de l'autre.

Le NPA dénonce ce gaspillage de fonds publics ainsi que ces élus qui tiennent un discours de gauche pendant les campagnes électorales et engraisent les actionnaires quand ils sont à la gestion. La première

mesure que nous défendons sera d'arrêter ces subventions qui ne créent aucun emploi durable.

L'argent ainsi récupéré sur le budget pourra alors servir pour créer des emplois durables et socialement utiles, dans l'économie solidaire, dans les services publics. La région doit jouer un rôle social en créant des structures adaptées, en formant des personnels pour apporter de l'aide aux personnes en difficulté. Il y en a de plus en plus avec la crise du capitalisme : des personnes âgées, des jeunes, étudiants ou sans emploi, des femmes seules avec des enfants, des gens faisant face à des handicaps personnels. Comme on le voit, les sources de créations d'emploi ne manquent pas quand on envisage une gestion anticapitaliste des régions.

Franche-Comté

FAIRE DE LA POLITIQUE DANS UN QUARTIER POPULAIRE. L'EXEMPLE DE PLANOISE (BESANÇON)

Planoise représente l'exemple type d'un quartier populaire : taux de chômage double de celui de Besançon, jeunesse nombreuse, habitat de HLM... Depuis sa création, le NPA développe une activité en direction de ce quartier. Les élections régionales sont donc une occasion pour prolonger l'effort d'implantation. Certes, le public présent à la réunion du 4 mars était réduit : dix personnes. Mais les préoccupations exprimées par les habitants du quartier ont permis aux militants du NPA présents de sortir des propositions générales et d'appuyer leurs arguments sur leur vécu. Les questions de travail, de son absence, traversent toutes les remarques. Depuis ceux qui souffrent

du chômage jusqu'à ceux qui se sont fait agresser par des jeunes, voire des très jeunes.

Ce n'est pas toujours simple de répondre clairement aux préoccupations des habitants. Mais la présence de militants associatifs a permis néanmoins de présenter nos propositions, en matière de logement, de développement des solidarités ou encore des nécessaires mobilisations. Reste qu'on est parfois désarmé quand un intervenant, maghrébin, natif de Planoise affirme que tout se passerait bien s'il n'y avait pas autant de Roumains... En tout cas, cette soirée a permis une première confrontation de nos analyses à partir de la réalité du plus important quartier populaire de Besançon. Effort à poursuivre...

UNE SEMAINE DYNAMIQUE À SAINT-NAZAIRE

L'ensemble des organisations syndicales de Loire-Atlantique appellait les citoyens et les salariés à faire grève et à manifester pour la défense de l'emploi industriel dans le bassin de Saint-Nazaire mercredi 3 mars. 4 000 personnes ont défilé du terre-plein de Penhoët à la sous-préfecture. Le NPA et la liste unitaire régionale «Tous ensemble, la gauche vraiment!» ont formé un cortège dynamique en scandant notamment

RHÔNE-ALPES CONTRE LES SUBVENTIONS

DURANT cette campagne électorale, le PS et ses alliés se sont attachés à repeindre en rouge le bilan de leur gestion, en prétendant avoir supprimé les subventions directes aux entreprises pour les transformer en fonds de garantie ou en avances remboursables systématiquement conditionnées à l'emploi. En s'appuyant sur l'expérience de Myriam Combet, conseillère régionale sortante et tête de liste, il nous a été possible de démontrer le contraire.

Ainsi, pendant ces six années, les élus ont subventionné massivement les entreprises, y compris celles cotées en Bourse : pour ne prendre qu'un exemple, le groupe Pierre et Vacances vient de recevoir du conseil régional Rhône-Alpes 7 millions d'euros pour construire 1000 cottages, revendus 250000 euros pièce, qui seront associés à une serre tropicale où le touriste trouvera de l'eau chauffée à 27° et des vagues artificielles. Si le conseil régional prétend qu'il conditionne ces subventions au non-versement de dividendes aux actionnaires, il accorde en pratique de très nombreuses dispenses, comme cela a été récemment le cas pour le groupe Bongrain qui vient de recevoir 245000 euros sans aucune contrepartie. Quant aux prêts, ceux-ci n'ont souvent de « remboursables » que le nom : le conseil régional vient par exemple de transformer le prêt de 600000 euros qu'il avait accordé à Euronews en participation au capital de cette entreprise, ce qui l'a ainsi amené à devenir actionnaire d'un groupe privé !

La croissance récente des subventions régionales aux entreprises est toutefois liée au soutien accordé aux pôles de compétitivité. Créés par la droite, ils associent les laboratoires universitaires à de grands groupes privés et ont vocation à recevoir des fonds publics de la part des collectivités territoriales afin de financer les investissements de recherche/développement des entreprises. Comme ces pôles constituent de simples associations où les entreprises sont statutairement majoritaires aux conseils d'administration, ils permettent au patronat de se répartir la manne publique, sans le moindre contrôle. Beaucoup d'entreprises qui ont bénéficié d'importantes subventions régionales dans le cadre de ces pôles ont licencié à l'exemple de Salomon, Alcatel ou Renault Trucks, sans que la région ne leur demande jamais de rembourser les aides reçues.

L'absence de tout contrôle sérieux du conseil régional sur les subventions qu'il distribue est particulièrement évidente. Jean-Jack Queyranne, président du conseil régional, a certes créé une « Commission de suivi et d'évaluation des fonds accordés aux entreprises », mais comme il a décidé d'y faire siéger les représentants du patronat, cette commission n'a jamais existé que sur le papier : en six ans, elle n'a produit aucun rapport et encore moins demandé le remboursement du moindre centime aux entreprises qui ont licencié sans respecter les engagements qu'elles avaient pris. L'absence de contrôle est telle que la majorité régionale est en fait incapable de chiffrer précisément le montant des aides qu'elle a accordé au patronat !



La Basse-Normandie c'est 1 500 000 habitants et des secteurs phares comme l'automobile et ses sous-traitants, l'agroalimentaire et le nucléaire, concentré dans le Nord-Cotentin. Un chômage important dans certains bassins d'emploi et des déserts ruraux où les services publics ont disparu avec l'accord de la droite et le silence des élu-e-s de la gauche institutionnelle. Une région qui a vu disparaître la moitié des exploitations agricoles entre 1988 et 2005.

La région est gérée par la gauche PS-PCF-PRG-Verts, et les élus du PCF, se félicitant d'un bon bilan de gestion « globalement positif », sont partis dès le 1^{er} tour avec le PS. Quant aux Verts, ils ont permis qu'une motion sur l'implantation de l'EPR soit adoptée, en s'abstenant pour ne pas rompre le contrat de gestion signé avec le PS...

De nombreuses rencontres se sont déroulées dès septembre avec les partis à gauche du PS. Un accord unitaire sur le programme, la fusion démocratique et la non-participation aux exécutifs, a été conclu avec le PG. La Fase, d'accord sur les deux textes (politique et programme), a quitté les négociations sur la question de la désignation de la tête de liste du Calvados. Et aujourd'hui, elle fait un communiqué commun avec la GU (quatre militants) et Alternative citoyenne (quelques militant-e-s du PG opposés à l'accord unitaire NPA/PG), précisant qu'« au premier tour, pas de consigne, au deuxième, battre la droite ».

Notre campagne a démarré début janvier par une conférence de presse régionale présentant les têtes de liste (présence de France 3 et des médias locaux). Des réunions publiques ont été organisées dans une quinzaine de villes afin de créer des comités de campagne de la « Liste unitaire, anticapitaliste, antilibérale et écologiste ». Depuis, plus de 100000 tracts ont été distribués sur les marchés, les quartiers et les entreprises pour dénoncer les millions dilapidés en subventions aux entreprises. Par exemple, 3,3 millions ont été données à NXP/ex-Philips qui a ensuite supprimé plus de 300 emplois. Les tracts dénonçaient la transformation de la région en poubelle écologique (La Hague, EPR, projet de terminal charbonnier à Cherbourg).

Notre couverture médiatique, notre présence dans les débats comme à France 3, Radio France Bleue Basse-Normandie, radios locales et journaux, renforce la visibilité et la présence sur le terrain.

Mardi 2 mars, 100 personnes ont participé au meeting régional, à Caen. Christine Coulon (NPA), tête de liste régionale, y a



(DR)

BASSE-NORMANDIE UNE CAMPAGNE ACTIVE ET UNITAIRE

développé notre programme d'urgence sociale et écologiste pour la Basse-Normandie puis Pierre-François Grond (NPA) et Alexis Corbière (PG) sont intervenus sur la situation sociale et politique nationale. Plusieurs opérations « Transports gratuits » ont eu lieu, devant les gares de Caen, Alençon, Argentan, avec distribution de tracts « L'écologie est incompatible avec le capitalisme! », avec présence de *Quest-France* et de la radio TSF 98.

Christine Coulon développait au micro les raisons sociales et écologiques qui motivent notre revendication de gratuité des transports et notre opposition au projet (commun entre droite et gauche PS-PCF) sur la construction d'une ligne TGV entre Caen et Paris pour gagner 10 à 15 minutes au prix d'un gouffre financier de 3 à 9 milliards... différents chiffres circulant dans la plus totale opacité!

De nombreuses discussions se sont engagées avec les voyageurs qui, pour beaucoup trouvaient qu'au moins dans cette campagne, cette proposition-là était de nature à améliorer leur quotidien. Avec d'autres, les militant-e-s expliquaient que, oui, l'argent existait, que les choix financiers que feraient nos élus seraient des choix pour l'urgence sociale et écologique, et que les millions d'euros que la région dilapidait au profit du privé seraient donc mobilisés pour financer cette mesure.

Des initiatives pour que les questions sociales et écologiques remplacent le débat sur la fusion entre Basse et Haute-Normandie, véritable tarte à la crème, mais où PS, UMP et Europe Écologie s'accordent sur la logique de concurrence entre régions.

Une campagne très active, unitaire où militant-e-s du NPA et du PG ont pu sur un programme de rupture trouver de réels points de convergence.

Il reste maintenant à convaincre de l'utilité de voter pour des élus anticapitalistes, seul moyen de rejeter à la fois la politique de Sarkozy et celle du social-libéralisme.

Déclaration de Christine Coulon

Mon engagement militant contre le nucléaire et ses dangers remonte à 1980 et à Plogoff, une des plus grandes luttes du mouvement antinucléaire et aussi une de ses plus grandes victoires. Puis ce fut Flamanville, et plus proche encore le combat contre l'implantation de l'EPR, avec entre autres les rassemblements historiques de Rennes et de Cherbourg, auxquels participaient des militants d'associations, de mouvements de protection de l'environnement ou de partis politiques, les Verts, la LCR et aujourd'hui le NPA.

Aussi, à la lecture du programme d'Europe Écologie dans leur profession de foi, quelle ne fut pas ma surprise de n'y trouver aucune référence à la nécessité de sortir du nucléaire ni à la remise en cause de la construction de l'EPR, dangereux et coûteux. Pourtant, la dangerosité de l'EPR et le risque d'incident majeur pour les populations, viennent encore d'être montrés du doigt dans des documents émanant d'une source interne à EDF. Les Verts ont déjà montré leur soumission à la politique pro-nucléaire du PS et PCF, en ne s'opposant pas à la motion de soutien à l'EPR, au nom de leur allégeance à la majorité de gestion régionale. Cette logique de reniement explique le mutisme d'Europe Écologie sur le projet de terminal charbonnier de Cherbourg...

Aussi, le seul vote contre ce projet de terminal, contre l'EPR et ses lignes THT, pour la sortie du nucléaire et pour la mobilisation des fonds publics dans le développement massif des énergies renouvelables, est le vote pour la liste NPA-PG, pour des élus indépendants qui ne feront pas le contraire de ce pourquoi ils ont été élus !

agenda

JEUDI 11 MARS, DIJON. Réunion publique de la liste « L'autre gauche en Bourgogne ». Liste soutenue par le NPA, le PG, la Fase, les Communistes de Bourgogne, avec Cécile Ropitiaux (Fase), Élodie Vaxelaire (PG), Patrick Braouzec (PCF), Basile Pot (NPA). RV salle Devosge (5, rue Devosge) à 20 heures.

JEUDI 11 MARS, BESANÇON. Meeting régional avec Sandra Demarcq (membre du comité exécutif), Laurence Lyonnais,

(tête de liste régionale), François Portal (tête de liste départementale - Doubs). RV à 20h30 - Salle Proudhon au Kursaal.

JEUDI 11 MARS, CHAMBÉRY. Meeting régional, avec Myriam Combet. RV à 20 heures, Espace Pierre-Cot, quai des Allobroges.

JEUDI 11 MARS, COMPIÈGNE. Réunion publique avec Sylvain Desbureaux (tête de liste régionale) et Patrice Daniel (tête de liste de l'Oise). RV à

20 heures, annexe de l'hôtel de ville, Salle 4, rue de la Surveillance.

JEUDI 11 MARS, AMBOISE. Réunion publique. RV à 20h30, Salle Molière.

JEUDI 11 MARS, Paris 9^e. Réunion publique avec Rafik Qnouch et Guillaume Communal (candidats parisiens). RV à 19h30, école Buffault 34 rue Buffault (M^o Cadet).

JEUDI 11 MARS, GUÉRET. Meeting. RV à 20 heures, grande salle de la mairie.

JEUDI 11 MARS, TOUL. Réunion publique avec Jean-Christophe Berche (tête de liste 54). RV à 18 heures, Salle des adjudications de la Mairie de Toul.

JEUDI 11 MARS, CALAIS. Réunion publique. RV à 18h30, au Deltaplane, Blériot page.

VENDREDI 12 MARS, BORDEAUX. Meeting régional. RV à 20h30, Athénée municipale de Bordeaux.

VENDREDI 12 MARS, NEUILLY-SUR-MARNE. Meeting avec Cathy Billard et Yves Zaparucha. RV à 20 heures, Salle du Temps Libre, Port de plaisance.

VENDREDI 12 MARS, ESCAUDAIN. Réunion publique. RV à 18h30, salle du 3^e âge, rue Paul-Bret.

VENDREDI 12 MARS, SAINT-MALO. Meeting avec Laurence de Bouard et les militants et candidats de la liste « Vraiment à gauche ». RV à 20h30, Centre social de la Découverte, Espace Bougainville, 12 bis, rue du Grand-Passage.

VENDREDI 12 MARS, BLOIS. Meeting. RV à 20 heures, à la salle municipale, 131 Route de Château-Renault.



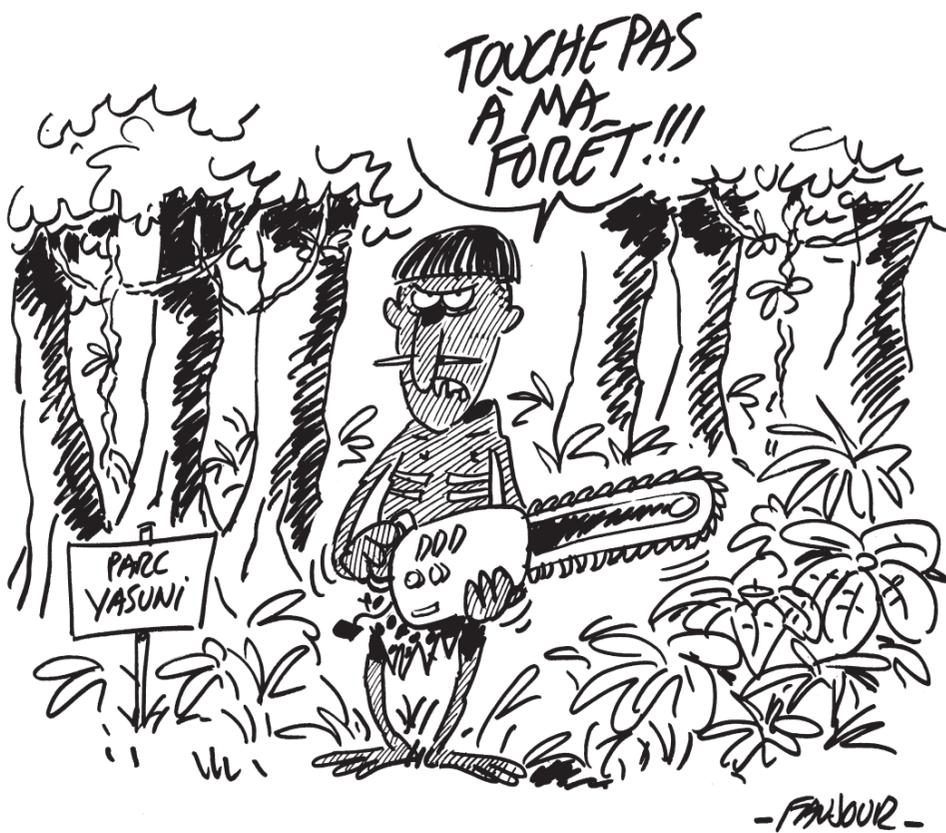
ÉQUATEUR DÉFENDONS LE PROJET YASUNI-ITT !

Le gouvernement de l'Équateur souhaite préserver la forêt amazonienne en refusant d'exploiter le pétrole qui s'y trouve. Il a besoin pour cela du soutien financier de la communauté internationale. Exigeons que l'Europe, notamment la France, soutienne ce projet.

Lutter contre le réchauffement climatique, préserver la biodiversité et garantir les droits des peuples indigènes, tout cela

plaide pour une sauvegarde intégrale de la forêt amazonienne. Cette protection doit être organisée internationalement pour aider financièrement les pays qui en sont responsables (Brésil, Équateur, Bolivie, Venezuela). Pour l'instant, Copenhague a constitué un échec patent pour aller dans cette direction. La protection de la forêt n'est envisagée que sous l'angle de la séquestration de carbone. Pire, les mécanismes REDD+1 qui se mettent en place, ne visent pas directement la réduction de la déforestation, mais la réduction des émissions dues à la déforestation en vue de la production de crédits carbone valorisés sur le marché. La protection des forêts naturelles peut être encouragée par ce moyen, mais d'autres options souvent plus économiquement rentables, comme des plantations à haut rendement, pourront être choisies.

Heureusement, face à ces politiques de marchandisation inefficaces et dangereuses, des mouvements sociaux et le gouvernement équatorien proposent une alternative : le projet Yasuni-ITT en est un exemple. Ce projet, dont le sigle vient du nom des trois forages d'exploration qui se trouvent dans la zone (Ishpingo-Tambococha-Tiputini), se donne comme objectif de ne pas exploiter près de 850 millions de barils de pétrole situés dans le Parc Yasuni. Cette zone contiendrait près de 20% des réserves pétro-



lières du pays. Mais ce parc constitue aussi une réserve naturelle, véritable «hot spot» de biodiversité : 596 espèces d'oiseaux y sont présentes, 150 espèces d'amphibiens sont répertoriées (plus que dans les États-Unis et le Canada réunis). Par ailleurs, la réserve est habitée par diverses communautés indigènes comme les Tagaeri, les Taromenane et les Oñamenane. Ces clans sont menacés et depuis longtemps en lutte. En 1996, la Confédération des nationalités indigènes de l'Amazonie équatorienne avait déposé une plainte devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme, en accusant le gouvernement équatorien de l'époque et les entreprises pétrolières d'attenter aux droits de ces populations. L'Équateur se propose donc aujourd'hui de ne pas exploiter cette ressource, alors que le pétrole constituait en 2008, 63,1% des exportations de ce pays. En échange, son gouvernement demande à la communauté internationale une contribution à hauteur de 50% de la manne financière dont il pourrait disposer s'il exploitait ce pétrole. Cette proposition est une mise en pratique du principe de responsabilité commune mais différenciée pour les changements climatiques : nous sommes tous responsables mais ce

sont les pays industrialisés qui ont le plus pollué la planète et en ont profité pour leur développement économique. Le secrétaire d'État pour la Coopération économique et le développement allemand, Erich Stather, semble avoir déjà garanti le soutien de l'Allemagne. L'Europe doit suivre cette démarche. Cela constituerait un précédent important, sur lequel les peuples indigènes et les mouvements sociaux pourront s'appuyer.

Hendrik Davi

Pour en savoir plus : <http://www.yasuni-itt.gov.ec/index.asp?language=french>

IV^e INTERNATIONALE 16^e CONGRÈS MONDIAL

DU 23 au 28 février s'est tenu le 16^e congrès mondial de la IV^e Internationale. Il a réuni près de deux cents délégués, observateurs et invités, représentant 61 organisations de 41 pays des cinq continents. À noter la présence des camarades du Pakistan, des Philippines, de Pologne et de Russie qui ont apporté un souffle nouveau dans les débats. Les débats, forts riches, ont tourné autour de trois résolutions : situation mondiale, changement climatique et rôle et tâches de la IV^e internationale. Le caractère systémique de la crise du capitalisme (économique, sociale, environnementale et alimentaire) faisait accord, et la discussion a permis d'approfondir la connaissance de la diversité de ses manifestations, des modifications en cours des rapports de forces entre les puissances (rôle de la Chine...) et entre les classes dans divers pays. Une partie spécifique a été consacrée aux enjeux de la cause palestinienne avec le vote d'une motion. Le changement climatique, très majoritairement considéré comme un terrain de bataille décisif du conflit capital-travail, a permis d'enrichir la discussion sur «une rupture radicale du projet socialiste avec le productivisme», le rôle d'une mobilisation de masse sur le climat, appuyée sur les travailleurs et les communautés indigènes notamment, conçue «comme un maillage des résistances sociales existant sur différents terrains» et la nécessité de «mener la lutte idéologique contre le néo-malthusianisme vert, en défense des pauvres et des droits des femmes».

La discussion sur «la réponse actuelle à la crise du mouvement ouvrier et à la nécessité de sa reconstruction», centrée sur les expériences de construction de partis anticapitalistes larges, a souligné la diversité des contextes et des formes d'organisation, sans qu'il soit possible de dégager un modèle applicable partout.

Ce congrès, pour la IV^e Internationale, signifie un renouveau. Il illustre sa volonté d'une consolidation comme instrument pour aider à l'émergence d'une «nouvelle Internationale» qui serait le fruit du processus politique amorcé par la construction de nouveaux partis anticapitalistes comme au Brésil, en France, en Italie, au Pakistan, en Pologne ou au Portugal. Si le caractère propagandiste de l'appel du président Chávez à une V^e Internationale et la complexité d'une invitation venant d'un chef d'État n'ont échappé à personne, le congrès a souligné son impact et la nécessité d'y répondre en y apportant sa conception d'une Internationale fondée sur un programme de renversement du capitalisme appuyé sur l'auto-organisation des luttes, la démocratie interne et l'indépendance absolue par rapport aux gouvernements. La participation nouvelle d'organisations d'Europe de l'Est et d'Asie, l'ouverture à d'autres courants internationaux, le rajeunissement et la féminisation de sa nouvelle direction, la capacité d'élaboration sur les nouvelles questions à l'ordre du jour et l'annonce d'un réseau d'Instituts de recherche et de formation témoignent de la vitalité de ce réseau international plus de 70 ans après sa fondation.

Section française

et aussi

SIDA : ATTAQUE EUROPÉENNE CONTRE LES GÉNÉRIQUES.

Aujourd'hui dans le monde, plus de 60% des personnes infectées par le sida n'ont pas accès au traitement dont elles ont besoin. Les médicaments génériques, copies des médicaments produits par l'industrie pharmaceutique, permettent d'en faire baisser les prix à condition que le brevet ne soit plus en vigueur. Or, les très longues durées des brevets imposées par les multinationales de la pharmacie, comme Sanofi-Avantis, empêchent les pays pauvres d'accéder aux molécules les plus récentes. L'Europe, au nom du «libre échange», multiplie les attaques pour protéger la propriété de ses multinationales pharmaceutiques florissantes. Ainsi, la Commission européenne négocie actuellement secrètement des accords avec l'Inde (premier producteur et exportateur de génériques au monde), le Pérou et la Colombie, qui visent à renforcer la propriété intellectuelle et à augmenter la durée des brevets. Elles auront pour résultat d'augmenter le coût de médicaments et d'en interdire l'accès aux plus pauvres.

GRÈCE : VERS UNE 2^e GRÈVE GÉNÉRALE.

Les directions syndicales appellent à une nouvelle grève générale le 11 mars en Grèce. L'annonce, le 3 mars, des mesures du «2^e paquet» par le Premier ministre Papandreou avaient déclenché une colère immédiate. On le comprend : un fonctionnaire qui gagnait 14 000 euros par an va perdre 1 200 euros, celui qui gagnait 24 400 va perdre 2 200 euros... Dès le 4 mars, les retraités se rassemblaient devant la résidence du Premier ministre, le courant syndical Pame (proche du Parti communiste) occupait le ministère des Finances... Le soir, grosse manif à l'appel des syndicats de base et de la gauche anticapitaliste et antilibérale... Et le 5, grève des transports, arrêts de travail à l'échelon national et très grosses manif à l'appel des syndicats GSEE et Adedy. La répression ne tarda pas, avec l'odieux gazage policier qui envoya à l'hôpital Manolis Glézos, cadre de Syriza (gauche anticapitaliste), qui décrocha le drapeau nazi de l'Acropole en 1941. Le tous ensemble, voilà l'urgence, car l'Union européenne demande les mêmes mesures contre les travailleurs du privé!

POLOGNE : UNE VICTOIRE POUR LE DROIT À L'AVORTEMENT.

Alicja Tysiac avait fait condamner en 2007 l'État polonais par la Cour européenne des droits de l'homme pour refus d'IVG. Calomniée par l'Église et les médias catholiques, traitée de meurtrière et comparée aux criminels nazis, elle les avait fait condamner pour diffamation. Un procès en appel a eu lieu le 19 février à Katowice. Devant le tribunal se faisaient face deux rassemblements de militants. Celui de la droite catholique avec de grandes photos sanguinolentes assimilant l'avortement aux crimes nazis ou à l'assassinat des afro-américains aux USA. Celui soutenant Alicja, avec notamment des banderoles d'un parti laïque et de la Marche mondiale des femmes. Le 5 mars, la cour d'appel a confirmé le jugement de première instance. Le magazine épiscopal et l'Archevêché devront publier des excuses à Alicja Tysiac pour l'avoir comparée aux criminels nazis et pour avoir employé à son encontre des discours de haine. Ils devront également payer environ 500 euros de dédommagement ainsi que les frais de justice.



<http://www.lacimade.org/minisites/mesnil2>

Dans quelques semaines, un nouveau centre de rétention, le plus grand de France, ouvrira au Mesnil-Amelot (77). Univers de l'anonymat et de déshumanisation, ce centre comme celui de Vincennes avant sa destruction en juin 2008, sera un lieu de non-droit où les auto-mutilations, la violence, les tentatives de suicides seront quotidiennes. Il est urgent de mettre un terme à cette criminalisation des migrants et de se mobiliser contre l'internement administratif des étrangers. Nous vous invitons à visiter ce site et à signer la pétition pour exiger la fermeture du centre.

LE CAPITALISME EST-IL INDÉPASSABLE ?

CÉDRIC DURAND
PETITE ENCYCLOPÉDIE CRITIQUE
TEXTUEL

144 PAGES, 9,90 EUROS



ÉCONOMISTE et spécialiste de l'industrie en Russie, Cédric Durand apprécie la nouvelle crise économique à l'aune du désastre écologique. Il rappelle les origines du capitalisme en marxiste, mais sans exclure Keynes, explique sa dynamique avec des auteurs tels David Harvey, qui augure d'un nouveau communisme, ou Mickael Hardt. « Cette chasse passionnée » au profit est notamment revue par les analyses de l'historien Fernand Braudel, comparée à celles de Max Weber. Autant dire que c'est plutôt une analyse comparative qui est le fruit de ce travail où sont exposées les vues les plus pertinentes en matière économique, géographique et sociologique. L'auteur note le rôle toujours plus croissant de l'État alors que le discours politique s'engage à sa disparition de la sphère économique. La fameuse prime à la casse automobile, toujours renouvelée, y est notamment critiquée comme relance par l'argent du contribuable. On aurait pu y ajouter l'ensemble des dispositifs de subventions des régions aux entreprises. Si la période fordiste s'attachait à ce slogan « Retain and Reinvest », la logique néolibérale veut, elle, tout dégraisser, et pratique alors une sorte de suicide s'apparentant à un western permanent où l'adversaire est en même temps l'actionnaire et les autres firmes. Quant au salarié, il est réduit à néant. Un des points cruciaux de son analyse revient sur la production immatérielle : les savoirs et les brevets. Il voit là une fracture possible du capitalisme qui se trouve dans un paradoxe terrible : laisser libre cours à la marchandise mais ne pas pouvoir la contrôler pour en tirer profit, malgré bien des tentatives. Cédric Durand pronostique non pas un effondrement du type des années 1930 mais plutôt une stagnation comme celle que connaît le Japon depuis des années.

Christophe Goby

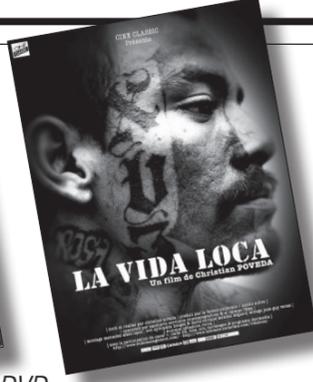
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com



CINÉMA GHOST WRITER/Roman Polanski

Faisons abstraction des aventures personnelles du cinéaste : ce dernier film est agréable à regarder, sans plus. Il s'agit d'un thriller politique, qui évoque le rôle de Tony Blair et de sa soumission à l'administration Bush. Mais le parti-pris n'est jamais la polémique véritable, la contestation : c'est bien plutôt les ressorts classiques du thriller qui sont utilisés. Savamment ? Pas tellement ; dans le genre, Hitchcock nous l'a enseigné, la « vraisemblance » n'est pas obligatoire, mais ici, on apprend qu'un personnage est un agent de la CIA en consultant Google. C'est peut-être vraisemblable, mais cela fusille toute une architecture de mystère et de secret, nécessaire à ce type d'intrigue. Polanski est un grand monsieur, qui a réalisé des chefs-d'œuvre (*Chinatown* par exemple) ; ici, disons qu'on passe un bon moment. Hitch aussi a eu ses nanars...

Paul Louis Thérard



DVD LA VIDA LOCA/Christian Poveda/BAC

Le monde des gangs fascine souvent de manière malsaine au cinéma, par un esthétisme dévoyé du mauvais garçon. Sans parler du hip-hop ou encore d'une certaine pseudo-littérature révolutionnaire qui a pu laisser croire qu'ils défiaient l'ordre établi. Avec ce documentaire qui traite des Maras, ces milices de jeunes, voire très jeunes, voyous, devenus la plaie de nombreux pays d'Amérique centrale, Christian Poveda nous ramène au réel en suivant au plus près leur quotidien de misère et de violence. Il accompagne ainsi caméra au poing cette jeunesse sans espoir, héritière des guerres civiles, qui utilisent la délinquance la plus sanguinaire comme seul mode d'existence sociale. Post-scriptum tragique, le réalisateur, fils de républicains espagnols, est mort assassiné au Salvador en septembre dernier.

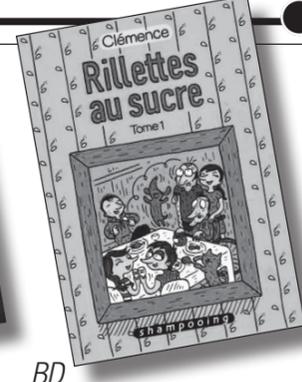
King Martov



PHOTOS ALGÉRIE INDÉPENDANCE/Marc Riboud/LE BEC EN

L'AIR/34,50 EUROS
Marc Riboud, célèbre photographe de l'agence Magnum, a passé de nombreuses semaines en Algérie à partir de 1960. Il a pu fixer sur la pellicule les derniers soubresauts de la Guerre d'Algérie et les premiers moments de l'indépendance, d'autant qu'il a bénéficié d'une liberté de mouvements très rare à l'époque. Une première partie de l'ouvrage concerne la semaine des barricades et les attentats et actions de l'OAS. La guerre fait aussi rage sur les murs, où les slogans rivaux se superposent. Marc Riboud a aussi photographié le départ des pieds-noirs. Mais les photographies les plus émouvantes sont bien sûr celles de la liesse de la population algérienne à l'indépendance. Son travail continue jusqu'à la fin des années 1970, dans un véritable témoignage sur les premiers pas d'un pays qui a chèrement payé sa liberté.

Sylvain Pattieu



BD RILLETTES AU SUCRE/CLÉMENCE/DEL COURT/8,95 EUROS

Voici une BD qui traite de morceaux de vie ordinaire, ceux d'une famille quand même pas tout à fait comme les autres, car la mère écrit des livres et le père est au foyer. Une grand-mère atteinte de la maladie d'Alzheimer, une autre qui a plaqué le grand-père, un grand-père dépressif et amateur de psychotropes, un fils amoureux de son hamster et deux sœurs aux caractères très différents. Dans une suite de petites scènes, Clémence invente la vie de ses personnages avec tendresse et humour. Une bande dessinée au ton plutôt léger, même si certains sujets graves sont abordés. En noir et blanc, le trait est enlevé et les histoires s'enchaînent, entrecoupées de quelques moments oniriques.

S. P.

EXPO IZIS, LA PHOTOGRAPHIE EN QUÊTE DE « LA VRAIE VIE »

« Izis Paris des rêves », exposition présentée en accès libre jusqu'au 29 mai à l'Hôtel de Ville de Paris, offre un large panorama de l'œuvre de ce photographe méconnu quoique reconnu, témoin discret de la misère et de la poésie de ceux « d'en bas ».

Comptant parmi les « cinq grands de la photographie humaniste », Cartier-Bresson, Doisneau, Ronis et Brassai, exposés avec lui au MoMA de New York dès 1951, Izis (1911-1980), reste de loin le moins connu. L'hommage que lui rend cette exposition, avec un très soigné catalogue* établi par son fils, Manuel Bidermanas, et Armelle Canitrot, tous deux professionnels de la photo, était des plus nécessaires. Il répare un oubli et permet à beaucoup de visiteurs de découvrir à travers cette œuvre des aspects oubliés des Trente glorieuses, saisis par un regard remarquablement sensible à la vie quotidienne des gens les plus ordinaires, mais toujours soucieux de la qualité et de la pudeur de son expression.

C'est peut-être ce qui a nui à son renom. Les gens endormis au bord de la Seine, les manèges, les cirques, le rêve, la flânerie, les amusements populaires qu'il photographiait au point d'en faire des livres ont pu donner l'idée d'un dilettante ne s'intéressant qu'aux « à-côtés de la vie » les

plus anecdotiques. Si André Breton put écrire de lui, en 1950, « Izis seul sait encore faire des yeux de cristal », c'est que beaucoup de ses images viennent en effet rappeler que « la vraie vie est ailleurs ». Mais pour citer à nouveau Rimbaud, Izis fut à la fois un « horrible travailleur » et un miraculé de l'histoire, conscient des enjeux de son époque et attentif à les signaler par touches discrètes, même dans ses photographies apparemment les plus éloignées de la politique.

Juif lituanien très tôt passionné d'arts plastiques, il émigra à Paris en 1930 pour y subir toute la misère des « sans-papiers » de cette terrible période. Il ne s'en sortit qu'en devenant ouvrier retoucheur de modestes studios de quartier spécialisés dans la photographie de mariés et de bébés, et n'échappa à l'obscurité du laboratoire qu'au sortir de l'Occupation, où il avait fui les rafles antisémites en se cachant dans les monts d'Am-bazac, près de Limoges et d'Oradour-sur-Glane. Avec les étonnants portraits de résistants qu'il réussit à exposer juste après la Libération, il se fit un nom d'artiste et rejo-

gnit les rangs des photographes professionnels, non comme sociétaire d'une agence prestigieuse, mais comme salarié à Paris-Match, de 1949 à 1969, restant attaché à sa culture ouvrière et à son savoir-faire d'artisan. Le thème du rêve qui anime l'exposition (« rêves de Libération », « de Paris », « de Paradis », « de cirque », etc.) indique parfaitement ce que Izis a cherché, et réussi bien souvent. Mais au prix de quels efforts et de combien de retouches ! Il n'est pas si facile qu'on croit de s'approcher aujourd'hui de « la vraie vie », et voilà qui peut justifier le travail artistique dans cette société-ci.

Gille Bounoure

* Catalogue *Izis Paris des rêves*, Flammarion, 200 pages, 250 photos, 35 euros.



Sur les quais de la Seine, Petit Pont © Izis Bidermanas



GRÈCE CE N'EST QU'UN DÉBUT!

Les mesures d'austérité imposées aux travailleurs grecs pour résorber les déficits ne sont qu'un prélude de ce qui pourrait se produire dans d'autres pays européens. La crise grecque démontre les désaccords de la classe dirigeante sur les stratégies à adopter.

Pour la deuxième fois depuis décembre 2008, la Grèce est au cœur de la situation politique en Europe. Depuis l'arrivée au pouvoir du Pasok, le parti social-démocrate grec, et les révélations concernant le trucage des chiffres du déficit budgétaire (le gouvernement de droite avait falsifié les chiffres pour annoncer un déficit moins élevé que son niveau réel, ce qui lui permettait de continuer d'emprunter à des taux d'intérêt bas sur les marchés), une sorte de tragédie grecque se déroule sous nos yeux. Les sociaux-démocrates ont très vite abandonné leurs promesses électorales et ont annoncé l'inéluctabilité des mesures de rigueur. La presse allemande mène une campagne de dénigrement de la population grecque. Le Premier ministre grec, Papandreou, fait le tour des principales capitales d'Europe pour quêmander un sauvetage européen. Dans la presse bourgeoise, le débat sur l'opportunité de sauver ou non l'État grec fait rage. Sur les marchés financiers, la spéculation liée aux déficits grecs fait glisser l'euro et en inquiète les architectes. En Grèce même, les plans de rigueur se suivent à une vitesse impressionnante (celui du mois de janvier n'a pas suffi pour calmer les gros investisseurs financiers et il a fallu des mesures supplémentaires, annoncées en février, d'une ampleur bien plus importante), les grèves se multiplient et la peur d'un nouveau décembre grec hante l'Europe. La crise grecque est significative de la situation de plusieurs pays européens. D'abord, elle reflète les divisions de ceux qui dirigent nos sociétés. C'est ce que révèle le débat autour de l'aide que pourrait apporter l'Europe à la Grèce. Certains ne veulent pas entendre parler du moindre centime d'aide à la Grèce. «L'Allemagne ne donnera pas un cent à la Grèce», a déclaré Rainer Brüderle, le ministre de l'Économie et membre du FDP, le parti libéral-démocrate allemand, partenaire de la CDU de Merkel au gouvernement. Les libéraux du FDP et les Bavarois de la CSU sont farouchement opposés à un sauvetage de la Grèce. Ils mènent campagne pour que l'État grec fasse le ménage chez lui et impose aux travailleurs l'intégralité de la facture par le biais des

mesures de rigueur. Mais en face, d'autres veulent à tout prix éviter une faillite de l'État et parmi eux, bon nombre de banquiers européens qui ont massivement prêté à la Grèce et se trouveraient à nouveau dans une situation très difficile si le pays ne remboursait pas ses dettes. C'est ce qui explique la visite du patron de la Deutsche Bank à Athènes fin février, dans le but de négocier avec le gouvernement grec un éventuel soutien allemand. Dans cette situation, Papandreou essaie de jouer toutes ses cartes pour faire pression sur le gouvernement allemand. Après sa visite à Berlin le 5 mars et à Paris le 7, il a rencontré lundi Barack Obama à Washington pour évoquer la possibilité d'un soutien du FMI. Les dirigeants européens ne veulent pas en entendre parler. Une telle solution montrerait l'incapacité de l'UE à régler seule ses problèmes. Et plutôt que de voir le FMI intervenir, ils sont prêts à le faire eux-mêmes. L'enjeu de toutes ces bagarres est de savoir comment va se distribuer le fardeau des déficits grecs. C'est un bras de fer entre les classes dirigeantes européennes. Mais sa source principale est l'incapacité du gouvernement grec à faire payer les pots cassés de la crise aux travailleurs de son pays. Car si Papandreou était en mesure d'imposer la rigueur nécessaire pour résorber rapidement les déficits et calmer les investisseurs financiers, il n'y aurait pas besoin d'un soutien européen. C'est ce que réclament les «faucons» en Allemagne.

CRISE EUROPÉENNE

Derrière la Grèce, un ensemble d'autres pays attendent leur tour. Les déficits grecs ne sont pas beaucoup plus élevés que ceux de l'Espagne, du Portugal, de l'Irlande, de l'Italie ou encore de la Grande-Bretagne. À part cette dernière, les autres font partie de



Athènes, le 5 mars. (AGGELOS KALODOUKAS)

l'euro. Si la Grèce reçoit du soutien, ce serait un signe que les grands pays européens – notamment l'Allemagne, principale puissance économique européenne – feront la même chose pour les autres. Cela affaiblirait la pression qui s'exerce sur eux pour imposer des mesures de rigueur. D'une certaine manière donc, la lutte actuelle des travailleurs grecs a une portée européenne. Plus ils réussiront à résister aux mesures de rigueur et plus cela créera des conditions plus favorables aux travailleurs des autres pays européens pour lutter contre les plans de rigueur qui ne vont pas tarder à leur tomber dessus. Et d'ailleurs, dans plusieurs pays déjà, les travailleurs du secteur public passent à l'action. Les 8 et 9 mars, les fonctionnaires britanniques ont fait grève contre la réduction de leurs primes de licenciement. Au Portugal, les travailleurs du public ont fait grève jeudi 5 mars contre le gel de leurs salaires, mesure prise pour réduire les déficits portugais. En Espagne, le mardi 2 mars était une journée contre le relèvement de l'âge de départ à la retraite de 65 à 67 ans. En France, le 23 mars est une journée interprofessionnelle. La crise grecque deviendra certainement une crise européenne lorsque les autres gouvernements adopteront des mesures similaires. La résistance des travailleurs grecs devra suivre le même chemin.

Christakis Georgiou

PAS UN EURO PUBLIC À L'ÉCOLE PRIVÉE!

Une tribune publiée dans le précédent numéro considérait qu'il est «peu réaliste» d'appliquer le principe «argent public au service public» à propos de l'enseignement privé sous contrat. Elle remettait en cause la proposition du NPA d'arrêter immédiat par les conseils régionaux de toutes les subventions qui ne sont pas obligatoires, comme par exemple les dépenses d'investissement. C'est pourtant l'existence même de l'enseignement privé sous contrat qui organise la concurrence privé/public et contribue à la fragilisation de l'école publique. Et qui paye cela? L'État lui-même! Les établissements privés sous contrat sont financés à plus de 90% par les collectivités publiques: ministères de l'Éducation nationale et mairies (écoles), départements (collèges) et régions (lycées). Il s'agit donc pour le NPA de faire entendre son opposition au véritable scandale que constitue le financement de l'enseignement privé sous contrat. Le privé est bien une école pour les riches, payée par les impôts de tous, la part des parents représentant moins de 10% du coût réel. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: «L'enseignement privé sous contrat compte toujours davantage d'enfants de cadres supérieurs, professions libérales et chefs d'entreprise que l'enseignement public: 30,7%

contre 19,3%. À l'inverse, les enfants d'ouvriers et de chômeurs y sont moins présents (22,3%), que dans le public (38,7%).»¹ Refuser les cadeaux au privé ne signifie pas en rendre les personnels responsables. En fait, ils n'en bénéficient pas. Par exemple, en 2008-2009, le forfait d'externat, payé par l'État et les collectivités territoriales, a augmenté de 3,38% sur l'année. 80% de cette somme sont censés légalement être affectés au paiement des personnels de droit privé (direction non comprise). Ils se sont vu attribuer une augmentation de 0,3% sur l'année revue à 0,9% après négociation avec les syndicats! Les conditions de travail des personnels et des enseignants sont nettement plus dégradées dans le privé que dans le public: salaires et retraites inférieurs, précarité beaucoup plus forte, temps de travail plus important, plus de pression de la hiérarchie, moins de liberté pédagogique, réaffirmation de l'identité religieuse des établissements (catholiques à 92%)... Arrêter de financer le privé ne signifie pas renvoyer 2 millions d'élèves supplémentaires vers le public déjà surchargé et licencier 145 000 enseignants. Il est au contraire essentiel de réaffirmer que nous demandons la nationalisation et l'intégration rapide des élèves et des personnels du privé dans le pu-

blic. Il s'agit de lutter pour que les écoles privées deviennent publiques, gratuites, laïques et ouvertes à tous. Cela représenterait une économie pour de nombreux parents: «pour des revenus modestes, cela représente environ un mois de salaire...»¹ Pour les personnels et les enseignants, cela signifierait une vraie amélioration des conditions de travail. Cela ne coûterait pas très cher: entre 2 et 3% en plus des dépenses publiques actuelles pour l'éducation. Il y a bien sûr des obstacles, mais ils sont avant tout politiques, plutôt qu'économiques. Cela dépend évidemment du rapport de forces. Malheureusement, depuis 1984, le PS a renoncé à toute lutte conséquente pour un service public laïque unifié de l'éducation. C'est donc à nous de jouer un rôle, dans nos campagnes électorales, avec nos élus, en convaincant les collègues du public et du privé, les parents, que nous avons tous à gagner à la suppression de la concurrence entre l'école publique et privée. Même si cela a été oublié à gauche, nous devons réaffirmer nos principes: «fonds publics à l'école publique» et augmentation significative des moyens pour l'école.

Antoine Boulangé

1. Le Monde, 2 septembre 2009.

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'ÉMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
| | | | | | | | | | | |

N° DE COMPTE
| | | | | | | | | | | |

CLÉ RIB | | |

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque

à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



8 mars, LA MOBILISATION PAYE

La manifestation pour les droits des femmes qui s'est déroulée à Paris le 8 mars a rassemblé environ 3 000 manifestant-e-s par un très grand froid, de la place de la Nation à la Bastille. La majorité des mots d'ordre du cortège très combatif portaient sur la défense du droit à l'avortement et des centres IVG. La manifestation s'est arrêtée devant l'hôpital Saint-Antoine (12^e arrondissement) où la maternité et le centre IVG sont menacés de fermeture. Le personnel de l'hôpital a rejoint le cortège. La ministre de la Santé a annoncé le même jour l'augmentation de près de 50 % des forfaits versés aux établissements hospitaliers pratiquant les IVG. Ceux-ci n'avaient pas été revalorisés

depuis 1991 et restent insuffisants. En effet, selon les nouvelles règles libérales de rentabilité des hôpitaux, la pratique d'un avortement est une opération déficitaire qui ne couvre pas les frais réels. La décision de Bachelot est malgré tout le signe que la mobilisation paye. Le manque de centres IVG, accentué par les effets de la loi Hôpital patient santé territoires, accroît les files d'attente et pousse des femmes désirant avorter à dépasser les délais légaux. La bataille doit continuer. La pétition unitaire pour la défense des structures IVG a réuni plus de 20 000 signatures. Vous pouvez encore la signer ici : orta.dynalias.org/petition-structures-ivg



Marseille, le 8 mars. La flamme pour la liberté des femmes. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MB)

LE CHIFFRE

10%

C'est le taux de chômage en France (DOM compris) au quatrième trimestre de 2009, mesuré par l'Insee. C'est le plus fort depuis dix ans et il dément toutes les prévisions rassurantes du gouvernement sur l'année 2010. Les jeunes de 15 à 24 ans sont les premiers touchés, 25,3% sont au chômage. Selon les normes très minorantes du Bureau international du travail, il y a 2,7 millions de chômeurs en France (hors DOM). En fait, 3,4 millions de personnes souhaitant travailler ne travaillent pas. Et cela ne compte pas le chômage partiel ni les petits boulots de survie. Sarkozy avait pourtant annoncé le 26 janvier, «le chômage baissera dans les jours et les mois qui viennent »...

GRANDE-BRETAGNE. Les fonctionnaires britanniques ont fait grève durant deux jours, les 8 et 9 mars, pour protester contre des mesures baissant leurs indemnités d'un tiers en cas de licenciement (actuellement un mois par année de travail et plafonnées à trois ans). Plus de 200 000 fonctionnaires ont fait grève et ont organisé des piquets, causant l'interruption de nombreux services administratifs (ministères, justice, centres des impôts, ports, musées, agences pour l'emploi). Cette action était appelée par le PCS, le plus gros syndicat de fonctionnaires, qui a fait voter ses adhérents avant de la lancer. C'est la première mobilisation d'ampleur contre les mesures de réduction des dépenses publiques à laquelle le gouvernement Brown est confronté, à quelques mois des élections. La grève va être prolongée par des actions tournantes et planifiées de blocage de services publics jusqu'aux élections de mai.

MSL-ÉVREUX. Le 3 mars, les salariés de MSL-Évreux (entreprise de routage d'Eure-et-Loir) ont décidé de se mettre en grève à l'appel de tous les syndicats (CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC). Les difficultés de l'entreprise sont sérieuses : pertes de 840 000 euros, chômage partiel diminuant du tiers les fiches de paie, pressions sur le personnel et pertes d'acquis. Pendant ce temps, le patron et les cadres de direction se paient des hausses de salaire et des primes indécentes sur les dettes qui seront épongées grâce au redressement judiciaire. Le plan de licenciements a été précipitamment avancé : 105 salariés licenciés, bien ciblés. 80 salariés seront repris, mais pour combien de temps ? Les repreneurs sont les mêmes que les anciens dirigeants, avec les éditions Atlas, principal client, comme donneur d'ordre. Le plan de cession permet ainsi d'éponger la dette de 6 millions d'euros du patron-voyou ! Les travailleurs ont fait grève trois jours durant. Une grève pour la dignité qui leur a redonné confiance et qui a fait changer la peur de camp. Le Tribunal de commerce a refusé de statuer et a donné un délai de quinze jours pour que le repreneur revoie sa copie. Mais les salariés et les syndicats veulent négocier avec les donneurs d'ordre, dont Atlas, le maintien de l'emploi pour tous, mais refusent de négocier avec l'ancien patron. Comment peut-on négocier avec une direction qui a commis un délit d'entrave au fonctionnement du CE, un délit de travail dissimulé avéré constaté par l'inspection du travail et un délit de discrimination syndicale ?

REFUS ISLANDAIS. À plus de 93 %, les électeurs islandais viennent de rejeter un « accord financier » organisant le remboursement au Royaume-Uni et aux Pays-Bas de 3,9 milliards d'euros prêtés par ces pays pour éponger la faillite de la banque Icesave. Il faut dire qu'il s'agissait de faire payer à chaque habitant 100 euros par mois... pendant huit ans ! Le résultat du référendum constitue un véritable discrédit pour la classe politique islandaise, aussi bien pour la gauche au pouvoir à l'origine de cette proposition de remboursement que pour les conservateurs chassés du pouvoir, il y a quelques mois, par des manifestations de rue du fait de leurs responsabilités dans la faillite du pays. Mais c'est surtout une manifestation éclatante du refus des classes populaires de payer pour une crise dont elles ne sont pas responsables, alors même que l'Islande est soumise au double chantage du FMI et de l'Union européenne.

ÉTUDIANTS EUROPÉENS. Les réseaux étudiants appellent, le 12 mars, à une grève européenne dans les universités à l'occasion de la célébration à Vienne par 46 États européens des dix ans du « processus de Bologne ». Ils sont soutenus en France par Attac Campus, la fédération Sud étudiant, Fac Verte, NPA jeunes, etc. Le processus de Bologne, sous prétexte d'harmonisation européenne, veut rendre les universités « compétitives » et les mettre en concurrence. Elles doivent ainsi « diversifier leurs ressources ». Le résultat est une privatisation rampante par le recours à des financements privés et l'augmentation des frais d'inscription. Les étudiants sont sélectionnés selon leurs ressources et les plus démunis doivent renoncer à leurs études ou s'endetter lourdement pour les poursuivre. Ce processus de libéralisation s'accompagne aujourd'hui de coupes budgétaires généralisées en Europe. Un contre-sommet des étudiants est organisé à Vienne du 11 au 14 mars.

“ NO COMMENT ”

Cette époque a eu sa part d'ombre, en Afrique et ailleurs. [...] Mais dans cette ombre, il dut y avoir aussi plus de lumière qu'on ne croit.

NICOLAS SARKOZY,

À PROPOS DE LA COLONISATION ”

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr